

**Assemblée générale**

Cinquante-septième session

Documents officiels

10^e séance plénièreLundi 16 septembre 2002, à 9 heures
New York

Président : M. Kavan (République tchèque)*La séance est ouverte à 9 h 10.***Point 41 de l'ordre du jour provisoire****Examen et évaluation finals de l'application du Nouvel Ordre du jour des Nations Unies pour le développement de l'Afrique dans les années 90 : réunion plénière de haut niveau de l'Assemblée générale pour examiner quel appui apporter au Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique****Rapports du Secrétaire général (A/57/156, A/57/175)****Projet de résolution (A/57/L.2/Rev.1)**

Le Président (parle en anglais) : L'Assemblée générale va entamer, conformément aux résolutions 56/218 de l'Assemblée générale en date du 21 décembre 2001 et 56/511 en date du 15 août 2002, sa réunion plénière de haut niveau pour examiner quel appui apporter au Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD).

C'est pour moi un plaisir de pouvoir saisir cette occasion pour faire une déclaration à la présente réunion plénière de haut niveau.

Cette année, nous allons procéder à l'examen et à l'évaluation finals de l'application du Nouvel Ordre du jour des Nations Unies pour le développement de l'Afrique dans les années 90. Le Nouvel Ordre du jour pour le développement de l'Afrique a joué un rôle très positif en concentrant l'attention de la communauté

internationale sur divers aspects du développement en Afrique. Durant la dernière décennie, beaucoup a été réalisé et de nombreuses questions délicates ont été abordées, y compris celles liées à l'élimination de la pauvreté, au développement durable et à la lutte contre la pandémie du VIH/sida.

Plusieurs enseignements ont été tirés de 10 ans d'application du Nouvel Ordre du jour des Nations Unies pour le développement de l'Afrique dans les années 90. Il a été confirmé, une fois de plus, premièrement, que le conflit et le développement sont des ennemis mortels; deuxièmement, que la coopération accélérée pour le développement avec l'Afrique exige une nouvelle orientation, surtout pour la conduite de programmes multilatéraux et bilatéraux; troisièmement, que les engagements souscrits par les parties concernées doivent être tenus; quatrièmement, qu'il reste essentiel de plaider sans relâche en faveur du développement de l'Afrique; et enfin, et sans doute plus important encore, que les résultats des évaluations intérimaires au cours de l'application du Nouvel Ordre du jour des Nations Unies pour le développement de l'Afrique dans les années 90 ont mis en lumière la nécessité d'améliorer la coordination et la collaboration entre les organismes des Nations Unies dans leurs activités de développement en Afrique.

Bien que nombre de mesures correctives aient été prises durant l'application du Nouvel Ordre du jour, toutes les questions inscrites à son ordre du jour n'ont pas été réglées. L'Afrique continue d'être un continent

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et l'interprétation des autres déclarations. Les rectifications ne doivent porter que sur les textes originaux des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau C-154A. Les rectifications seront publiées après la clôture de la session dans un rectificatif récapitulatif.



souffrant de graves problèmes comme l'extrême pauvreté, le VIH/sida, l'accès insuffisant à l'éducation, et les carences en matière de distribution d'eau et d'assainissement. Outre ces problèmes qui existaient déjà, de nouveaux défis posés par la mondialisation continuent d'apparaître.

Avec l'initiative du NEPAD, une nouvelle démarche a été lancée. Pour la première fois, les besoins et les objectifs en matière de développement ont été identifiés et définis par les pays africains eux-mêmes. L'initiative du NEPAD, comprenant un tableau complexe de priorités sociales, économiques et politiques clefs, est un engagement collectif de la part des dirigeants africains. Elle est fondée sur une vision commune et une foi ferme et partagée selon laquelle ils se doivent de relever les défis en matière de développement auxquels leurs pays individuels ainsi que l'ensemble du continent font face.

Le débat parallèle sur le Nouvel Ordre du jour des Nations Unies pour le développement de l'Afrique dans les années 90 et le NEPAD au cours de la cinquante-septième session de l'Assemblée générale nous donne une occasion tout à fait particulière de tirer parti des enseignements du Nouvel Ordre du jour des Nations Unies pour le développement de l'Afrique dans les années 90 et de définir les conditions requises pour le succès de la nouvelle initiative.

Aujourd'hui, au cours de cette réunion plénière de haut niveau de l'Assemblée générale sur le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique, nous entendrons les interventions de représentants d'États Membres qui souhaitent exprimer leurs opinions sur la façon dont la communauté internationale, y compris l'ONU, peut participer au Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique.

Au cours des tables rondes informelles cet après-midi, les intervenants des pays qui ont lancé le NEPAD évoqueront leur expérience de première main et exposeront leur position sur les possibilités de coopération entre les pays africains et l'ONU.

J'espère que les membres auront un débat fructueux, et je leur souhaite plein succès dans leurs délibérations.

Je donne la parole au Secrétaire général, S. E. M. Kofi Annan.

Le Secrétaire général (*parle en anglais*) : Je me réjouis de me joindre à l'Assemblée pour cette réunion

importante en vue d'explorer les voies par lesquelles la communauté internationale peut appuyer le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique, de façon à ce que les peuples de l'Afrique en tirent avantage au maximum.

Ce partenariat est principalement un partenariat entre les dirigeants africains et leurs peuples, et entre les États à l'intérieur de l'Afrique. En outre, le NEPAD envisage un nouveau partenariat entre l'Afrique et la communauté internationale – en particulier les pays fortement industrialisés – fondé sur le respect mutuel et l'interdépendance ainsi que sur la transparence et la responsabilité, notamment l'évaluation critique mutuelle et le contrôle des performances tant entre pays africains qu'entre partenaires internationaux.

Le NEPAD a adopté les objectifs du développement du Millénaire comme élément central du programme de développement de l'Afrique. Je me félicite vivement de cette décision, car je crois qu'il y a une relation symbiotique entre le NEPAD et les objectifs de développement du Millénaire. Le NEPAD ne réussira pas si l'Afrique n'atteint pas les objectifs de développement du Millénaire – et le monde entier n'atteindra pas les objectifs de développement du millénaire s'ils ne sont pas réalisés en Afrique.

Deux priorités séparées mais connexes – lutter contre le VIH/sida et promouvoir l'éducation des filles – sont particulièrement capitales pour la réalisation des objectifs du développement du Millénaire et des promesses que le NEPAD recèle pour l'Afrique entière. La pandémie du VIH/sida est devenue la plus grande menace au développement de l'Afrique. C'est une menace non seulement à la santé des populations mais aussi, dans de nombreux pays, à la sécurité nationale et à la survie même de ces pays. Le VIH/sida a inversé les grands acquis s'agissant de la survie de l'enfant et des progrès socioéconomiques enregistrés ces 20 ou 30 dernières années. Elle a exacerbé les problèmes de la pauvreté, de la discrimination, de la malnutrition et de l'exploitation des filles et des femmes. Elle a un effet dévastateur sur le système éducatif, car les enseignants meurent ou deviennent invalides plus rapidement qu'ils ne peuvent être remplacés.

En revanche, parmi les avantages sociaux de l'éducation des filles, il y a l'accroissement des revenus familiaux, le report des mariages, la baisse de la fécondité, la réduction de la mortalité infantile et maternelle, l'amélioration de la nutrition et de la santé

des enfants, l'augmentation des possibilités et des chances pour les femmes et une participation accrue des femmes à la prise de décisions politiques, sociales et économiques.

Outre qu'il s'agit en soi d'objectifs clefs de développement du millénaire, promouvoir l'éducation des filles et enrayer le VIH/sida représenteraient le facteur le plus puissant de la réalisation de tous les objectifs de développement du millénaire en Afrique.

En formulant ses buts autour des objectifs de développement du millénaire, le NEPAD lance un défi aux partenaires pour le développement de l'Afrique pour qu'ils renforcent leur attachement à la réduction de la pauvreté dans le monde. L'objectif déclaré du NEPAD est d'atteindre la croissance annuelle moyenne de 7 % nécessaire à l'Afrique pour réaliser l'un des objectifs de développement du millénaire : réduire de moitié la pauvreté d'ici à 2015. Atteindre cet objectif exige plus que doubler les taux de croissance récents de l'Afrique.

Il reste maintenant à concrétiser les principes du NEPAD pour que le NEPAD ait une influence réelle sur les gens ordinaires en Afrique. La mise en oeuvre du NEPAD peut tirer avantage de deux des enseignements tirés par l'ONU et d'autres entités qui ont été impliquées dans le développement de l'Afrique ces 10 dernières années.

Premièrement, la paix et la sécurité sont vitales pour le développement. Les programmes et projets économiques conçus par le Nouveau Partenariat doivent être combinés avec des progrès véritables pour mettre un terme aux conflits et fixer profondément les racines de la paix.

Deuxièmement, la coopération pour le développement exige une nouvelle orientation. Par le biais du NEPAD, les dirigeants africains ont montré qu'ils considèrent que les réformes politiques et économiques sont essentielles pour réaliser le développement durable. Ils ont insisté sur les droits de l'homme, les libertés fondamentales et la démocratie. Ils ont réaffirmé l'importance d'un gouvernement fort du consentement et de l'autorité des gouvernés. Les dirigeants africains dénoncent de plus en plus la corruption et la mauvaise gouvernance et témoignent d'un souci de plus en plus marqué pour l'obligation redditionnelle et la transparence. La communauté internationale doit renforcer son appui à cet effort. Voilà ce que devrait signifier le partenariat.

L'avenir de l'Afrique sera déterminé par les Africains. Pour bâtir cet avenir, pour mettre fin aux conflits, pour guérir les maladies et soulager les multiples souffrances qui l'a retiennent en arrière, l'Afrique aura besoin de toute la sagesse, de toute la volonté politique et de toute la créativité qu'elle pourra trouver.

Elle aura besoin également de l'appui du monde développé dans un effort fondé sur une évaluation sérieuse et réaliste de ce qui doit être fait. En cet ère de la mondialisation, c'est à leur propre péril que même les pays les plus riches et les plus puissants ignorent les défis et les crises dans les autres régions du monde. En même temps, les possibilités de croissance et d'innovation sont omniprésentes – et tous ensemble, nous pouvons tirer avantage des succès des uns et des autres. Faisons du NEPAD un exemple éclatant de cette vérité mondiale.

Le Président (parle en anglais) : Avant de donner la parole au premier orateur dans le débat, je voudrais rappeler aux membres que, conformément à la résolution 56/511, il y aura deux séances plénières aujourd'hui : la séance plénière de ce matin qui se tiendra jusqu'à 13 heures, et une séance plénière qui commencera à 15 heures et sera levée à 19 heures, ainsi qu'un débat officiel distinct de 15 heures à 18 heures.

Comme l'Assemblée générale l'a décidé, le thème du débat officiel sera « Le partenariat de la communauté internationale avec le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique ». Le Président du Nigéria présentera oralement à l'Assemblée générale, à la fin du débat en plénière, un résumé des discussions qui auront eu lieu au cours du débat officiel.

Je voudrais informer les membres que, dans une lettre datée du 14 septembre 2002 qu'il m'a adressée, le Président du Conseil économique et social demande à participer au débat consacré au Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique.

En l'absence d'objection, puis-je considérer que l'Assemblée décide d'entendre une déclaration du Président du Conseil économique et social dans le débat?

Il en est ainsi décidé.

Le Président (parle en anglais) : Le Président du Conseil économique et social prendra la parole après

l'intervention de tous les États Membres qui souhaitent prendre la parole dans le débat consacré au NEPAD.

L'Assemblée va maintenant entendre une allocution de S. E. M. Olusegun Obasanjo, Président et Commandant en chef des Forces armées de la République fédérale du Nigéria.

Le Président Obasanjo (*parle en anglais*) : La présente réunion de haut niveau se tient à un moment où nous, dirigeants africains, nous penchons sérieusement sur les questions de la pauvreté et du sous-développement dans notre continent. Pour l'essentiel, nous avons lancé le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique, un programme global pour le développement de l'Afrique.

Le NEPAD est une initiative de développement globale et intégrée pour le développement durable de l'Afrique qui a été lancée par l'Organisation de l'unité africaine, aujourd'hui Union africaine, au cours de son sommet de Lusaka du mois de juillet 2001. Depuis, le NEPAD a reçu un large appui international, y compris du Groupe des Huit (G-8), de l'Union européenne et d'autres partenaires développés. Les objectifs de l'initiative sont les suivants: rétablir la paix et la sécurité en Afrique, de même qu'assurer la gestion et la prévention des conflits; assurer une bonne gouvernance; éradiquer le paupérisme et les disparités flagrantes de revenus entre les riches et les pauvres; promouvoir une croissance accélérée et un développement durable; et mettre fin à la marginalisation de l'Afrique.

Nous savons que la possession entraîne des responsabilités. À cet égard, nous, peuples et gouvernements d'Afrique, avons décidé de prendre en main notre destinée en tirant des enseignements capitaux de nos efforts de développement passés et en donnant effet à ces enseignements dans l'initiative du NEPAD. Nous sommes déterminés à réussir dans notre désir de faire du XXI^e siècle le siècle de l'Afrique.

Le partenariat du NEPAD fonctionne à différents niveaux; au niveau mondial, entre l'Afrique et la communauté internationale, y compris les institutions multilatérales, les organismes donateurs et les partenaires de développement. À cet égard, nous sommes reconnaissants au G-8 du soutien qu'il a manifesté lors de son dernier Sommet à Kananaskis au Canada. Au cours de ce sommet, les participants ont approuvé un total de 112 initiatives concrètes qui contribueront dans une certaine mesure à répondre aux

problèmes que rencontre l'Afrique. Ils se sont également engagés à évaluer les progrès qui seront réalisés en Afrique à leur prochain Sommet, qui se tiendra en France en 2003.

Au niveau régional, le NEPAD participe à une coopération cadre entre les États africains et les institutions régionales dans des coentreprises qui accéléreront le processus d'intégration. Au niveau sous-régional, le NEPAD utilise les communautés économiques régionales comme éléments de base pour la croissance et le développement économique – tout cela dans le but d'encourager l'intégration au niveau du continent. Enfin, au niveau national, il existe un partenariat de plus en plus fort entre le secteur public et le secteur non-gouvernemental, par exemple le secteur privé, le secteur informel et la société civile, en particulier les organisations non gouvernementales, qui vise à relancer le partenariat entre le secteur public et le secteur privé, ainsi qu'à établir des relations constructives et dynamiques avec les organisations de la société civile. Nous demandons également à la société civile africaine d'adopter totalement le NEPAD et de mettre en place les structures qui permettront de promouvoir ses objectifs.

Afin de réaliser les objectifs louables du NEPAD, un plan d'action a été adopté récemment lors du Sommet inaugural de l'Union africaine qui s'est tenu à Durban, en Afrique du Sud. La première phase du plan d'action met l'accent sur les initiatives et programmes concrets reposant sur une stratégie qui s'articule autour de trois axes. Le plan s'efforce en premier lieu de mettre en place les conditions d'un développement durable afin de valoriser et de renforcer des États efficaces et la coopération régionale pour accroître la compétitivité de l'Afrique. En deuxième lieu, il désigne et énumère les mesures à prendre en ce qui concerne des secteurs prioritaires qui pourraient accélérer l'intégration de l'Afrique. En troisième lieu, le plan détermine les moyens de mobiliser des ressources au sein et en dehors du continent afin de pouvoir mettre en oeuvre efficacement les politiques, programmes et projets.

Je voudrais faire valoir ici que la mise au point d'un Mécanisme d'évaluation intra-africaine au titre du NEPAD marque une innovation révolutionnaire en Afrique. Il s'agit pour l'essentiel d'un système d'auto-évaluation qui repose sur des codes et des pratiques optimales conventionnels et internationalement acceptés dans le but d'accroître la responsabilité et la

transparence dont font preuve nos gouvernements. En tant que dirigeants africains, nous avons pris la décision de rendre des comptes à nos populations. Nous ne craignons pas de nous fixer des normes très élevées car c'est ce que nos peuples attendent de nous.

Je voudrais saluer les nobles efforts du Secrétaire général qui a travaillé sans relâche afin de mobiliser un appui pour le NEPAD au sein de l'ONU et de la communauté internationale.

Dans le cadre de l'effort collectif que nous déployons pour réduire de moitié d'ici à 2015 le nombre d'Africains qui vivent en dessous du seuil de pauvreté, il faudra à l'Afrique environ 64 milliards de dollars par an pour exécuter les programmes et projets du NEPAD. L'Afrique ne peut pas combler ce déficit de ressources à elle seule. Il faut pour cela des mesures concertées de la part de nous tous qui sommes réunis ici aujourd'hui. On pourrait, par exemple, aborder de front la question de la dette extérieure. L'Afrique est gravement paralysée par le fardeau de sa dette extérieure. Par conséquent, la question de l'annulation de la dette devrait être examinée dans le cadre des mesures prioritaires que le continent mérite à juste titre. Je demande instamment aux membres de nous tendre la main et d'avoir recours à l'initiative du NEPAD pour s'attaquer aux problèmes critiques qui affectent l'Afrique.

Le Nigéria se félicite de la recommandation qui figure dans le rapport du Groupe de personnalités éminentes chargées de l'examen et de l'évaluation finals du nouvel Ordre du jour des Nations Unies pour le développement de l'Afrique dans les années 90, consistant à ce que les Nations Unies adoptent le NEPAD comme futur cadre directif pour le développement de l'Afrique. Ceci complètera les efforts déployés par les dirigeants africains aux niveaux national et sous-régional. En outre, nous prévoyons qu'un bureau relevant du Secrétaire général coordonnera les initiatives du Programme des Nations Unies pour le développement, du Fonds des Nations Unies pour l'enfance, du Fonds des Nations Unies pour la population, du Programme alimentaire mondial et du Programme des Nations Unies pour l'environnement en faveur du NEPAD, alors qu'un effort concerté à l'échelle du système des Nations Unies devrait assigner des hauts fonctionnaires de chacun de ces organismes au NEPAD. Nous croyons sincèrement que l'Afrique mérite cet appui et nous espérons que l'ONU et la

communauté internationale adopteront d'urgence des mesures qui valoriseront ces efforts.

Le Président (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution de S. E. M. Thabo Mbeki, Président de la République sud-africaine.

Le Président Mbeki (*parle en anglais*) : J'ai grand plaisir à m'associer au Président de l'Assemblée générale, au Secrétaire général et au Président du Comité des chefs d'État pour la mise en oeuvre du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique, le Président Olusegun Obasanjo, pour recommander le Nouveau Partenariat à l'attention de l'Assemblée générale.

Au cours de sa réunion d'inauguration, il y a deux mois de cela, l'Union africaine a confirmé la décision prise à la réunion de la Conférence des chefs d'État et de gouvernement de l'Organisation de l'Unité africaine de 2001, à savoir que le NEPAD constitue son programme pour le relèvement socioéconomique de l'Afrique.

En conséquence, l'Union africaine espère que l'ONU soutiendra les peuples d'Afrique alors nous entamons une lutte historique pour l'élimination de la pauvreté et du sous-développement dans notre continent. À cet égard, je voudrais exprimer la reconnaissance de l'Afrique pour l'adoption par l'Assemblée générale, il y a 10 ans de cela, du Nouvel Ordre du jour des Nations Unies pour le développement de l'Afrique dans les années 90.

Le Nouveau Partenariat est conçu pour modifier radicalement le paradigme qui est à la base des programmes internationaux pour le développement de l'Afrique. Afin de souligner ce changement, nous réaffirmons que nous, Africains, sommes les architectes du NEPAD, le plan de relance. En tant qu'Africains, nous avons maintenant la responsabilité du programme de développement de l'Afrique.

Deuxièmement, nous sommes déterminés à avancer sur la base d'un partenariat entre les peuples africains, afin d'assurer la victoire de la renaissance africaine. Nous sommes déterminés à agir ensemble, au niveau des gouvernements, au niveau des masses que nous représentons et au niveau de la société civile.

Troisièmement, nous avons pour dessein de nous écarter de la relation donneur-bénéficiaire avec le monde développé, pour aborder un nouveau partenariat

fondé sur le respect mutuel, ainsi que sur une responsabilité partagée.

Quatrièmement, nous sommes déterminés à traduire nos paroles dans un programme pragmatique, qui modifiera effectivement la vie des masses africaines, en les sortant du désespoir pour ouvrir à tous les Africains un avenir commun marqué par l'espoir et la dignité humaine.

Les succès que nous devons réaliser, et que nous réaliserons en Afrique, constitueront une victoire pour toute l'humanité, parce que la pauvreté des peuples d'une quelconque partie du globe signifie la pauvreté pour toute l'humanité.

À cet égard, nous devons tous admettre ouvertement que ce qui a fait échouer le Nouvel Ordre du jour des Nations Unies pour le développement de l'Afrique dans les années 90 était le manque de ressources nécessaires pour traduire les paroles en actes. Voilà le défi que cette Assemblée et cette Organisation doivent relever, pour affirmer l'engagement pris dans la Déclaration de Johannesburg pour le développement durable, il y a moins de deux semaines, à savoir que les représentants des peuples du monde réunis ici ne font simplement que sonner les trompettes et battre les tambours.

Les objectifs et les plans d'action énoncés dans le NEPAD sont conformes à une partie de ceux contenus dans les objectifs de développement du Millénaire, ainsi qu'à ceux énoncés dans le Plan de mise en oeuvre de Johannesburg, adopté au Sommet mondial pour le développement durable. Il importe donc que le processus actuel d'évaluation, de remise à plat des priorités et de rajustement du Nouvel ordre du jour des Nations Unies pour le développement de l'Afrique dans les années 90 prenne en compte les objectifs et les programmes du NEPAD.

L'ONU et ses institutions ont un rôle critique à jouer dans la mise en oeuvre du programme d'action nécessaire. Toutefois, pour que l'ONU puisse assumer cette responsabilité, il faudra qu'elle se donne la capacité institutionnelle lui permettant de s'adapter de manière efficace et coordonnée aux problèmes de l'Afrique. L'ONU devra convenir d'un mécanisme approprié qui lui permettra de suivre étroitement la mise en oeuvre de ses accords collectifs établis en faveur du développement de l'Afrique.

Aujourd'hui, en tant qu'Africains, nous sommes devant les peuples du monde pour promettre que nous honorerons les engagements que nous avons pris envers nous-mêmes et envers le monde : agir avec fermeté pour extirper l'Afrique de sa longue nuit de misère.

Nous nous félicitons de ce que la communauté internationale est prête à nouer un partenariat avec nous, et nous sommes persuadés qu'ensemble, nous mettrons fin à la marginalisation de notre continent, pour permettre au soleil de briller réellement sur les peuples d'Afrique.

Puisse ce message être celui que l'on retiendra de cette réunion de haut niveau de l'Assemblée générale sur le NEPAD! Ensemble, nous devons faire ici la déclaration solennelle que l'heure de l'Afrique est arrivée.

Le Président (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution de S. E. M. Abdelaziz Bouteflika, Président de la République algérienne démocratique et populaire.

Le Président Bouteflika : Monsieur le Président, je tiens tout d'abord à vous féliciter pour votre élection en tant que Président de la présente session de l'Assemblée générale.

Cette séance, consacrée au Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique, témoigne de la volonté de la communauté internationale et du système des Nations Unies d'accompagner activement l'Afrique dans son processus de développement. Le NEPAD, comme les membres le savent, est le projet autour duquel l'Afrique se rassemble pour être partie prenante aux mutations contemporaines, réussir son intégration à la mondialisation et assurer la maîtrise de son devenir.

Ce projet résulte d'une longue maturation. Pensé et élaboré à la lumière de l'expérience des décennies qui ont suivi notre accession à l'indépendance, il reflète la détermination de l'Afrique à s'engager dans une autre voie de développement, dont les objectifs et la progression seront définis par les Africains eux-mêmes.

Assaillie par la multiplication des conflits, l'extension et l'aggravation de la pauvreté, les pandémies du VIH/sida, du paludisme et de la tuberculose, l'Afrique était de plus en plus

marginalisée dans l'économie mondiale. Il devenait ainsi nécessaire de sortir des sentiers battus et de définir une approche nouvelle tant dans ses prémisses, ses fondements et ses objectifs que dans les étapes de sa mise en application. Dans cette approche, les peuples africains restent maîtres de leur processus de développement. La paix, la sécurité, la démocratie, la bonne gouvernance, le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales y sont posés comme des exigences incontournables pour la libération des énergies créatrices des populations et la pleine intégration des femmes et des jeunes.

L'Afrique a opté pour la refonte de ses systèmes sociopolitiques, par la mutation qualitative de l'État, la redistribution des responsabilités, l'affirmation du pluralisme politique et de la société civile, ainsi que la promotion du partenariat entre les pouvoirs publics et l'ensemble des composantes de la société, car il est devenu évident pour tous que la dimension politique est une condition préalable à tout processus viable de développement.

Le concept de développement économique a lui aussi été repensé. Il est considéré désormais comme une entreprise multisectorielle articulant en un tout cohérent les aspects économiques, sociaux et écologiques. Le secteur privé est placé au centre de l'activité économique en tant que vecteur essentiel de la croissance. De plus, l'approche du développement s'inscrit dans une perspective d'intégration régionale et continentale.

L'Afrique entreprend dans ces domaines les réformes nécessaires aux fins d'assurer les interactions entre les politiques sectorielles au plan interne et l'aménagement de l'espace économique régional et continental.

À cela, s'ajoute l'exigence d'un nouveau partenariat international basé sur les principes d'engagements mutuels et de responsabilités partagées avec tous les organismes publics et privés qui veulent se lancer dans cette entreprise. L'objectif de ce partenariat est de parvenir à l'insertion de l'Afrique dans la mondialisation, ce qui contribuerait à améliorer le rythme et la stabilité de la croissance économique mondiale.

L'enjeu est dès lors d'établir une communauté d'intérêt mutuellement bénéfique et de construire de nouvelles complémentarités à travers l'élargissement et la diversification des relations économiques et de coopération entre l'Afrique et ses partenaires.

Porté par une stratégie d'ensemble, le NEPAD définit des axes interdépendants d'action dans les domaines prioritaires d'importance cruciale pour la relance du développement du continent africain.

L'Union africaine a engagé un processus de rationalisation de ses mécanismes d'action en ce qui concerne le rétablissement de la paix et de la sécurité sur le continent. Elle a notamment décidé la création d'un Conseil de paix et de sécurité et d'une Académie africaine de la paix.

Cette oeuvre de paix, à laquelle plusieurs chefs d'État africains se sont personnellement associés, aura des retombées positives sur la stabilité dans le continent. Elle appelle un engagement politique, financier, technique et logistique de la communauté internationale et du système des Nations Unies, pour soutenir et compléter les efforts des Africains dans ce domaine.

La bonne gouvernance politique et économique est également au centre du programme. L'Afrique a réalisé ces dernières années des progrès indéniables dans cette direction. D'ores et déjà, un Mécanisme africain d'examen par les pairs va être mis en place. Une déclaration sur la démocratie, la bonne gouvernance politique, économique et d'entreprise a été élaborée sur la base des normes universellement consacrées. Cette déclaration servira de cadre de référence à l'évaluation de l'état de la gouvernance en Afrique.

Le développement humain, en ce qu'il constitue la clef du renouveau politique, économique et social, fait l'objet d'une attention prioritaire dans le programme du NEPAD. Des mesures sont préconisées pour relever les immenses défis de l'éducation et de la santé en Afrique, où d'intenses efforts sont déployés pour accroître les ressources allouées au développement humain et rénover les systèmes d'éducation et de santé.

Pour atteindre les objectifs de la Déclaration du Millénaire en matière de développement humain, un surcroît d'efforts est également nécessaire de la part des partenaires de l'Afrique, notamment en ce qui concerne la lutte contre le VIH/sida, le paludisme et la tuberculose.

Le développement agricole et rural, la diversification économique et la protection de l'environnement constituent les autres volets

fondamentaux du NEPAD, où les efforts africains doivent être appuyés par la coopération internationale.

La mobilisation des ressources financières et l'investissement sont traités en tant que gages essentiels de la réalisation des objectifs du NEPAD en matière de croissance et de réduction de la pauvreté. Pour cela, il sera nécessaire d'améliorer l'environnement de l'investissement et de parachever les processus de restructuration bancaire, douanière et fiscale, et de création et de développement des marchés financiers.

Les partenaires de l'Afrique devront contribuer à la mise en oeuvre d'une démarche intégrée couvrant le commerce, l'aide publique et l'investissement. Ainsi, la levée des restrictions en matière d'accès aux marchés mondiaux aurait des effets incitatifs certains sur les investisseurs.

De même, une amélioration de l'aide publique au développement et de ses modalités est nécessaire pour en faire un levier pour l'accroissement de l'investissement.

Enfin, des mécanismes novateurs de financement et des régimes adaptés de garanties sont indispensables pour encourager les investissements destinés à résorber les déficits de l'Afrique dans le secteur des infrastructures.

Le dialogue mené depuis une année avec plusieurs partenaires étatiques ainsi qu'avec le secteur privé, le système des Nations Unies et la société civile, a confirmé le bien-fondé du NEPAD. Il a déjà dégagé des idées, des lignes directrices et des initiatives pour en soutenir la mise en application. Le Plan d'action du G-8 pour l'Afrique représente à cet égard un développement particulièrement significatif.

Alors que le NEPAD se trouve dans sa phase de mise en oeuvre, je ne doute pas que la réunion d'aujourd'hui saisira cette opportunité pour ouvrir des perspectives réelles à un véritable partenariat entre l'Afrique et le monde.

M. Kofi Annan, Secrétaire général de l'ONU, nous a assurés de tout son appui depuis la période de gestation du NEPAD. Son engagement a permis la mobilisation de l'ensemble du système des Nations Unies et s'inscrit dans son action infatigable en faveur de la paix et de la sécurité internationales. Je tiens à lui en exprimer notre gratitude et notre considération.

Le développement de l'Afrique est désormais reconnu comme une nécessité mondiale. En coopération avec la communauté internationale, l'Afrique est en mesure de modifier le cours de son évolution. D'autres régions du monde, naguère confrontées à des problèmes de même nature, ont pu opérer leur ajustement aux conditions d'un monde marqué par l'économie de marché et les progrès immenses de la science et de la technologie. Il n'y a donc pas de raison pour que l'Afrique à son tour ne sorte pas de son isolement et de son sous-développement.

L'essence du NEPAD est de la mettre en position de relever ces défis. L'ambition du NEPAD est d'assurer à la fois l'implantation de la démocratie, la revitalisation des économies et le progrès social dans tous les pays africains. La communauté internationale ne peut rester indifférente à cet engagement, qu'il est de son devoir d'encourager et de soutenir.

Le Président (*parle en anglais*) : Je souhaite remercier le Président de la République algérienne démocratique et populaire, qui est aussi un ancien Président de l'Assemblée générale.

L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République du Sénégal, S. E. M. Abdoulaye Wade.

Le Président Wade (Sénégal) (*parle en anglais*) : Le monde a les yeux fixés sur l'Amérique un an après les attentats terroristes contre New York. J'aimerais en mon nom et au nom du peuple sénégalais exprimer ma solidarité avec le peuple des États-Unis.

(*l'orateur poursuit en français*)

Puisque aussi bien, nous entendons les cliquetis des armes et les vrombissements des moteurs d'avion, avec la menace de confrontation entre Bagdad d'une part, et les États-Unis et leurs alliés d'autre part, nous voudrions exprimer notre point de vue. Je soutiens tous les efforts pour une saisine des Nations Unies, y compris la proposition de la France consistant à donner au Président Saddam Hussein un délai pour accepter de recevoir et de collaborer sincèrement avec les inspecteurs onusiens.

Il me plaît à présent de saisir cette opportunité pour vous exprimer mes félicitations, Monsieur le Président, à l'occasion de votre élection à la présidence de la cinquante-septième session ordinaire de l'Assemblée générale à un moment des plus cruciaux

dans l'histoire de l'humanité, singulièrement pour la réalisation des objectifs de développement du continent africain. Je suis d'ores et déjà convaincu que vous saurez, avec le tact et le sens de la mesure qui sont les vôtres, mettre vos éminentes qualités et qualifications au service des nobles idéaux de notre institution mondiale.

Naturellement, je confonds dans le même hommage, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, pour son dévouement exemplaire et sans faille aux causes sublimes de notre organisation. En lui renouvelant nos chaleureuses félicitations, je voudrais dire à M. Kofi Annan combien nous apprécions l'initiative excellente qu'il a eue de réunir les représentants de la communauté internationale pour exhorter celle-ci à soutenir le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique. Du reste, la communauté internationale, interpellée par la situation alarmante de l'Afrique, a largement répondu à notre pressant appel.

Tout le monde a bien compris que le NEPAD était non pas un plan de plus, mais une nouvelle vision africaine du devenir de notre continent, une vision conçue par les Africains eux-mêmes. Fusion du Plan Omega que j'avais proposé et du Millenium African Plan des Présidents Mbeki de l'Afrique du Sud, Obasanjo du Nigéria et Bouteflika de l'Algérie, le « New Partnership for Africa's Development », est largement soutenu par le G-8.

Sa base est constituée de trois options fondamentales qui en constituent les paramètres de structuration à long terme, à savoir la bonne gouvernance, le recours massif au secteur privé et la région comme espace opératoire, plutôt que l'État trop exigu pour être optimal. Le nouveau plan est ensuite articulé autour des huit secteurs ou super priorités – qui sont les variables – dont l'interaction doit générer le développement : infrastructures, éducation, santé, agriculture, énergie, nouvelles technologies de l'information et de la communication, environnement et accès aux marchés des pays développés couplé avec la diversification.

Depuis la réunion du G-8 à Gênes, en Italie, en l'an 2000, à celle de Kananaskis, au Canada, en juin dernier, le chemin du NEPAD a été jalonné de rencontres au sommet entre dirigeants du G-8 et ceux de l'Afrique, entre techniciens et experts des deux côtés. Grâce à la compréhension et à la franchise qui

ont animé les deux parties dans les discussions, la communauté internationale est maintenant convaincue qu'il se passe quelque chose d'inhabituel en Afrique. Elle ne tarit pas d'éloges sur la vision africaine, la clarté de son articulation et la qualité de ses choix.

Peut-être est-il superflu d'ajouter que le NEPAD n'est pas une somme de demandes d'aide, mais un partenariat à long terme dans lequel le véritable gagnant sera l'économie mondiale, qui grossira d'un partenaire qui pourra participer pleinement tant au dynamisme du commerce international, dans lequel l'Afrique ne figure aujourd'hui que pour 1,78 %, qu'à la croissance de l'économie mondiale, en recevant des investissements massifs au lieu de 1 % que nous représentons actuellement.

La particularité de la réunion de haut niveau est d'inviter la communauté internationale à soutenir le NEPAD. Avec les trois sommets mondiaux qu'ont été Monterrey, au Mexique, en mars 2001, Dakar, au Sénégal, avec le secteur privé en avril 2001 et Johannesburg en juillet 2002 qui s'est penché sur le développement durable dans ses rapports avec l'environnement, la boucle est bouclée, et il ne reste plus qu'à passer à l'action. Dans tous les secteurs, des projets régionaux ont été dûment identifiés, dont il ne reste plus qu'à indiquer par qui et comment ils seront financés – participation des Africains, ressources publiques de nos partenaires et secteur privé.

Un large consensus est intervenu sur ce point; il privilégie le secteur privé comme étant le seul capable de fournir les immenses ressources dont l'Afrique a besoin. Nous pourrions, dès lors, réduire le nombre de rencontres politiques ou de répétitions au profit de réunions de travail sur le choix des priorités et leur financement.

C'est pourquoi je voudrais faire de ma déclaration un message en quelques points. D'abord, ma conviction est que les dirigeants du G-8 et le secteur privé se sont fortement engagés aux côtés de l'Afrique, pour l'assister à entrer en développement durable, avant tout, par la bonne gouvernance, ensuite, par les investissements lourds structurants, les investissements de production de biens et services dans tous les secteurs pour la consommation intérieure et le commerce international, celui-ci étant, rappelons-le, le moteur de la croissance.

En échange, il nous faut reconnaître que les efforts de bonne gouvernance publique et privée se

multiplient en Afrique, par la lutte contre la corruption et l'argent sale. Dans ma région de l'Afrique de l'Ouest, toutes les élections législatives et présidentielles, en Côte d'Ivoire, au Mali et en Gambie se sont déroulées sans contestation des oppositions, qui ont généralement accepté les résultats. Il y a peu de temps, cela était inimaginable.

Le « peer review » n'a pas été encore appliqué dans sa conception orthodoxe, mais les chefs d'État de l'Afrique de l'Ouest vont faire la revue de la situation des enfants dans la sous-région, en présence d'illustres personnalités du système des Nations Unies. La forte et haute présence attendue montre que les adultes attachent autant d'importance aux réunions sur les enfants qu'aux sommets entre « grands ». Nous espérons que le Secrétaire général de l'ONU, malgré ses immenses responsabilités en ce moment de l'histoire de l'humanité, pourra marquer l'évènement de sa présence, mais son absence serait tout aussi bien comprise.

Deuxièmement, devant autant de bonnes dispositions de nos partenaires au développement, il faut espérer que le rythme de consommation des crédits sera accéléré, un rythme hélas souvent freiné, à la fois, par l'insuffisance de nos administrations en cadres experts, ainsi que par la longueur et l'hétérogénéité des procédures d'éligibilité et de décaissement. L'insuffisance en experts, qui explique en partie les difficultés de consommation de crédit, au Sénégal en tout cas, probablement ailleurs aussi, pourrait être compensée, soit en faisant revenir les Africains expatriés, qui constituent un important gisement d'expertise dans les pays développés, soit en fournissant des consultants temporaires à nos États.

Troisièmement, à mes compatriotes africains, je rappellerai ce qui est devenu évident : l'homme est au cœur du développement durable dans toutes ses phases et pendant toute sa durée. C'est dire et redire que la vitesse à laquelle notre continent va se développer est en corrélation directe avec l'éducation et la formation, ce qui signifie que, programmer les budgets d'éducation pour les hisser dans les 60 à 65 %, chiffre inférieur à ceux des dragons d'Asie, n'est pas exagéré. L'Asie du Sud-Est a montré que cela vaut la peine de se serrer la ceinture, afin de former les véritables acteurs et vecteurs du développement. Les cadres africains expatriés trouveront sur nos sites Internet toutes les informations sur la marche du NEPAD et obtiendront des réponses à leurs questions.

Quatrièmement, les différentes catégories sociales et la société civile ne doivent pas attendre que les initiateurs du NEPAD leur indiquent comment s'insérer dans cette vision africaine largement partagée qu'est le NEPAD. Elles doivent, à l'échelle individuelle, comme à l'échelle collective, décliner le NEPAD à leur niveau et l'appliquer dans leur comportement quotidien et leurs activités.

Cinquièmement, me tournant vers le secteur privé, je lui dis que toutes les conditions sont en train d'être réunies pour qu'il s'investisse en Afrique, comme il l'a fait pour l'Europe, les États-Unis et le Japon, et maintenant les pays émergents d'Asie et d'Amérique latine.

Je terminerai par où j'avais commencé. L'Afrique est entrée en voie de bonne gouvernance, à quelques exceptions près. Sans doute, s'agit-il des premiers pas, mais l'important est d'accélérer le rythme et de ne pas faire machine arrière. Le rythme général doit être axé sur la bonne moyenne. Il y aura certainement des difficultés, mais nous devons persévérer, avec résolution et détermination. Nous devons surtout mettre en oeuvre, courageusement et sans complaisance aucune, le mécanisme du « peer review », point de départ du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique.

Le Président (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution de S. E. M. John Agyekum Kufuor, Président de la République du Ghana.

Le Président Kufuor (Ghana) (*parle en anglais*) : Nous sommes venus ici en tant que nouvelle génération de dirigeants africains attachés au bien-être de nos peuples, et pour que l'Afrique retrouve la digne place qui lui revient parmi les nations. Nous avons modifié la nature du débat sur le développement de l'Afrique dans nos propres pays et sur la scène internationale. Nos politiques ne doivent plus être de simples réactions aux conditions imposées de l'extérieur ou à des pressions incontrôlables générées sur le plan interne. Nous nous sommes attachés à la bonne gouvernance, à une tolérance zéro à l'égard de la corruption, aux libertés démocratiques et à la tolérance politique, aux politiques inclusives et à la prévention des conflits. Une saine gestion de nos économies et le respect et l'appui à l'égard du secteur privé sont fondamentaux. Cela, parce que le secteur privé est le plus à même de créer la richesse et d'attirer davantage

d'investissements étrangers directs continus. Nous cherchons à développer notre continent en partenariat avec le reste du monde, dans un esprit de dialogue et de coopération. Cette occasion qui nous est donnée de réfléchir sur le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique dans le cadre de l'ONU, qui incarne la coopération mondiale pour la paix et le développement, vient donc à point nommé. Nous rappelons que le Groupe des huit pays les plus industrialisés a déjà indiqué, à son dernier sommet, son appui au NEPAD. Avant cela, la communauté internationale, y compris les institutions financières internationales, avait déjà exprimé son appui à cette initiative.

Cette convergence de vues sur l'importance du NEPAD pour le développement de l'Afrique nous paraît de bon augure pour les Africains. Un tel changement d'approche ne doit pas, toutefois, rester une simple déclaration d'intention. Il doit se voir concrètement, rapidement, dans les faits.

Nous, dirigeants africains, devons nous engager à ce que le Mécanisme d'examen par les pairs fonctionne comme prévu et à ne laisser aucun dirigeant brandir l'excuse de la solidarité ou tout autre prétexte à chaque fois qu'il ou elle ne respecte pas les principes qui sous-tendent le NEPAD. Nos peuples méritent de bons dirigeants pour pouvoir réaliser le rêve de progrès qui a inspiré notre combat pour l'indépendance.

La nécessité de maintenir un bon équilibre dans l'application des principes du NEPAD est peut-être aussi importante que celle d'assurer une bonne gouvernance. Nous devons tenir compte du fait que certains pays africains auront peut-être à traverser une période de transition avant de pouvoir appliquer pleinement les principes du NEPAD. Au cours de cette période de transition, il faut prendre soin de ne pas imposer de sanctions qui risqueraient de déstabiliser gravement des communautés ou des régions entières, ou des pays voisins. Pour maintenir cet équilibre, l'Afrique et ses partenaires doivent apprendre à mieux collaborer sous l'égide de l'ONU.

Sur le plan international, il importe également de nous concentrer sur un certain nombre de questions qui sont déterminantes pour la création des conditions propices au développement de l'Afrique.

Pour fonder l'expansion des investissements et la prospérité des marchés du continent sur un solide réseau de chefs d'entreprises locaux africains, il faut

non seulement des conditions propices sur les plans politique et réglementaire – et c'est à nous, gouvernements africains, de les apporter – mais il faut aussi disposer d'importants crédits à long terme à conditions de faveur, et de capitaux-risques.

Il faut également assurer à l'Afrique un soutien suffisant pour lui permettre d'avoir des dispositifs de protection sociale permettant de garantir les normes minimales acceptables de santé, d'enseignement et de nutrition pour tout un chacun, quel que soit son statut social.

Troisièmement, il existe encore bien d'autres goulets d'étranglement dans la mise en oeuvre du NEPAD, tels que le fardeau incapacitant de la dette, la baisse de l'aide publique au développement, les restrictions de l'accès aux marchés et l'absence d'assurance du commerce et des investissements. Il faut les résorber d'urgence.

Les yeux des peuples africains sont tournés vers nous aujourd'hui. Cela fait longtemps qu'ils entendent les engagements et les promesses de leurs dirigeants et de leurs partenaires de développement et que ces promesses ne sont pas tenues.

Nous lançons un appel à cette Organisation et, par son entremise, au monde entier : il faut saisir cette occasion de travailler de concert avec l'Afrique à la mise en oeuvre du NEPAD, notre cadre d'application de la vision de la Déclaration du Millénaire.

Le Président (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution de S. E. El Hadj Omar Bongo, Président de la République gabonaise.

Le Président Bongo : Dans le monde d'aujourd'hui, rien de ce qui se passe quelque part ne peut laisser dans l'indifférence celui qui se trouve ailleurs. À l'heure de la mondialisation, le partage, le partenariat, la solidarité doivent devenir les maîtres-mots de la relation entre les peuples du monde. Ils doivent organiser les échanges au sein de la communauté internationale dans tous les domaines de l'activité humaine.

Dans ce contexte, je me réjouis et me félicite de l'accueil réservé à l'initiative africaine de Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique par la communauté internationale, singulièrement par les pays du Groupe des Huit. Cet accueil favorable, qui traduit un regain d'intérêt et un respect nouveau pour l'Afrique, tient avant tout à l'essence même de notre

initiative. Nous le devons aussi au travail énorme accompli par les Présidents de l'Afrique du Sud, de l'Algérie, du Nigéria, du Sénégal, qui viennent de tout dire dans leurs interventions.

Initiative nouvelle et fruit d'une prise de conscience collective, le NEPAD engage la pleine responsabilité des dirigeants et des peuples d'Afrique. Et c'est pour mieux le prouver que le NEPAD transcende le concept classique de l'aide pour celui d'un partenariat actif et dynamique.

Avec le NEPAD, l'Afrique donne à la communauté internationale désireuse de réellement participer à son développement les moyens de le faire dans un partenariat mutuellement bénéfique.

Le temps presse. Il nous faut oeuvrer ensemble pour le développement durable. Il y a en effet des rendez-vous qu'il ne faut plus manquer et des opportunités qu'il faut à tout prix saisir. Mais pour ma part, je vais encore, comme on dit, faire le Saint Thomas. J'attends donc de voir la communauté internationale, les opérateurs financiers extérieurs, réaliser avec nous – « Inch Allah » – les projets retenus dans le cadre du NEPAD. D'autant que ces projets fédérateurs et concrets sont porteurs de progrès et de bien-être pour l'Afrique et les peuples d'Afrique.

Le Président (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution de S. E. M. Jean Chrétien, Premier Ministre du Canada.

M. Chrétien (Canada) (*parle en anglais*) : Merci, Monsieur le Président, d'avoir pris l'initiative de présenter le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique à cette Assemblée. Le NEPAD a été présenté à l'Assemblée générale parce qu'il pourrait marquer un tournant sur le plan international, un tournant dans les relations entre les États africains, de même qu'entre les pays industrialisés et l'Afrique.

Avant tout, le NEPAD pourrait marquer le début de l'espoir pour les peuples africains et la fin de générations de déclin socio-économique. Le NEPAD a été conçu par des Africains, pour les Africains. Il propose des solutions spécifiquement africaines à des problèmes profondément enracinés à l'échelle du continent. Cependant, tous les États Membres ont un rôle à jouer pour que la vision du NEPAD puisse se matérialiser.

M. Grey-Johnson (Gambie), Vice-Président, assume la présidence.

Qui plus est, tous les États Membres peuvent s'inspirer de cette vision : de la reconnaissance que la paix, la sécurité, la démocratie, la bonne gouvernance, les droits de l'homme et la saine gestion économique sont les conditions du développement durable; de l'importance qu'elle accorde à la promotion du rôle des femmes, qui est considérée comme l'un de ses deux principaux objectifs à long terme; de l'acceptation du fait que la propagation de maladies comme le VIH/sida risque de compromettre les acquis du développement humain ainsi que de l'engagement personnel et concret des dirigeants africains progressistes de se tenir mutuellement responsables de l'exécution du projet porteur d'espoir qu'est le NEPAD.

Le Canada considère ce débat comme un moyen d'inscrire le NEPAD au coeur de l'action des Nations Unies, et nous sommes déterminés à apporter notre contribution.

(l'orateur poursuit en français)

En juin dernier, j'ai eu l'immense privilège de présider le Sommet du G-8. L'Afrique et le NEPAD étaient au centre de l'ordre du jour de nos travaux. En fait, plusieurs des leaders africains visionnaires qui ont donné naissance au NEPAD se sont joints à nous et ils sont de nouveau parmi nous aujourd'hui. Les chefs d'État et de gouvernement du G-8 ont adopté un ambitieux Plan d'action pour l'Afrique à l'appui du NEPAD. Nous avons affecté des ressources à la mise en oeuvre du Plan d'action. Nous avons mis en place un processus de suivi afin d'assurer l'efficacité des mesures prévues. Et je sais pertinemment que mon successeur à la présidence du G-8, le Président Chirac, partage mon engagement envers l'Afrique.

Pris ensemble, le NEPAD et le Plan d'action du G-8 pour l'Afrique pourraient transformer la relation entre les gouvernements du G-8 et les gouvernements africains qui donnent suite au NEPAD. Il est temps de passer de la parole aux actes, maintenant que nous avons un plan d'action en vue d'un nouveau partenariat.

Cela signifie que les pays africains doivent donner corps au NEPAD. Les pays d'Afrique qui mettront en oeuvre tous les aspects du NEPAD, y compris en matière de bonne gouvernance, bénéficieront d'une aide accrue de la part du monde

industrialisé. Cela signifie aussi que les partenaires du G-8 doivent donner suite aux engagements concrets contenus dans le Plan d'action pour l'Afrique. Nous devons également veiller à ce que l'ensemble de nos politiques et de notre action contribuent à renforcer ces engagements, y compris les positions que nous prendrons dans le cadre des négociations commerciales de Doha.

(l'orateur reprend en anglais)

Cela signifie que l'ensemble des pays industrialisés doit rendre l'aide au développement plus efficace et ouvrir davantage leurs marchés à l'Afrique. Cela signifie que les entreprises du monde entier devront réévaluer les possibilités commerciales en Afrique au fur et à mesure que s'instaureront les nouvelles conditions économiques que le NEPAD vise à établir, qu'elles devront revoir le stéréotype trop bien ancré selon lequel il n'est pas payant d'investir en Afrique.

Au Canada, le processus de mise en oeuvre du Plan d'action du G-8 pour l'Afrique a débuté le jour même de son adoption au mois de juin. Nous avons alors annoncé un engagement de 6 milliards de dollars sur cinq ans, en ressources actuelles ou nouvelles, en faveur du développement de l'Afrique. Nous comptons doubler notre aide au développement par rapport aux niveaux actuels d'ici 2010. Au moins la moitié de cette augmentation sera destinée à l'Afrique. Nous avons réaffirmé notre intention de délier l'aide consentie par le Canada. Nous avons annoncé que d'ici le 1er janvier 2003, le Canada supprimera les droits de douane et les contingents sur presque tous les produits provenant des pays les moins avancés.

Les subventions à l'agriculture dans les pays riches demeurent un obstacle fondamental au développement africain. L'aide publique au développement versée chaque année par les pays industrialisés totalise environ 50 milliards de dollars, tandis que les subventions de ces mêmes pays à leur secteur agricole dépassent les 350 milliards de dollars par année. Ces énormes subsides grèvent les trésors publics, font baisser les prix et ferment effectivement la porte aux producteurs des pays en développement. Le Canada appelle les pays industrialisés à faire de l'élimination de telles subventions une priorité.

Le NEPAD traduit la prise de conscience du fait que la marginalisation continue de l'Afrique du processus de mondialisation et l'exclusion sociale de la

vaste majorité de ses peuples est profondément contraire à l'intérêt mondial. Nous nous devons d'aider l'Afrique à se redresser dans l'intérêt de l'humanité tout entière. C'est également dans l'intérêt d'un monde prospère et de la création de nouveaux marchés et dans celui de notre propre sécurité. Nous avons pu constater ici même à New York les conséquences tragiques qui peuvent résulter de la dérive d'États lointains. Nous ne pouvons simplement pas nous permettre de ne pas nous attaquer à ces problèmes. Le temps est venu d'agir. Le NEPAD trace la voie à suivre. Le reste n'est qu'une question de volonté politique.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution de S. E. M. Pakalitha B. Mosisili, Premier Ministre et Ministre de la défense et de la fonction publique du Royaume du Lesotho.

M. Mosisili (Lesotho) (*parle en anglais*) : La pauvreté abjecte, le retard et l'ignorance qui touchent la majorité de nos populations africaines ont déclenché une nouvelle réflexion chez les dirigeants africains, qui sont déterminés à mettre au point une démarche stratégique et délibérée pour assurer le progrès socioéconomique et politique de l'Afrique. Le NEPAD est l'aboutissement de cette vision commune et de cette conviction partagée par nous, les Africains.

Le NEPAD encourage la bonne gouvernance, le respect de l'état de droit et des droits de l'homme, qui ne peuvent être réalisés que par le biais de la démocratie, qui est, à son tour, une condition indispensable à la croissance économique et au développement durable. Le Mécanisme africain d'examen par les pairs, auquel les Africains se sont volontairement soumis au titre du NEPAD, constitue la base de ces nobles idéaux. Le NEPAD demande que les pays africains adoptent, individuellement et collectivement, des stratégies de développement qui permettront d'éliminer la pauvreté et d'assurer une croissance et un développement durables en Afrique.

Comme je l'ai dit, le principe sous-jacent au NEPAD est un partenariat véritable entre les pays africains et la communauté internationale, fondé sur des responsabilités partagées et l'intérêt mutuel. À long terme, le NEPAD cherche à inverser la marginalisation de l'Afrique qui est attribuable au processus de mondialisation, ainsi que l'exclusion sociale de ses 340 millions d'habitants qui vivent actuellement avec moins d'un dollar par jour.

Le NEPAD reconnaît le rôle du secteur privé dans les processus de développement de l'Afrique. La mobilisation des ressources internes requises pour être réinvesties dans les secteurs clefs tels que l'infrastructure, l'information et la technologie, le développement des ressources humaines, l'agriculture et l'accès au marché est tributaire d'un secteur privé qui doit être rentable et sain.

Nous reconnaissons néanmoins qu'il existe un fossé entre les pays les moins avancés et les pays industrialisés pour ce qui est de la répartition des ressources et du savoir-faire technologique. Nous demandons donc aux pays industrialisés de compléter nos efforts visant à atteindre les objectifs du NEPAD.

Je dois m'empressement de dissiper un malentendu concernant les liens entre l'Union africaine et le NEPAD. Pour ma délégation, le NEPAD est un programme de l'Union africaine. L'Union africaine est au sommet du cadre institutionnel du développement socioéconomique et politique de l'Afrique, de sorte que cette dernière puisse en fin de compte s'extirper de l'asservissement que représentent la marginalisation et l'exclusion dans un univers de plus en plus mondialisé. À cette fin, nous demandons au système des Nations Unies de coordonner et de synchroniser les activités liées au plan d'action du NEPAD, au moment où la communauté internationale apporte son appui pour assurer le succès du NEPAD et donne un nouvel élan au développement de l'Afrique.

L'Afrique a tiré des enseignements douloureux mais utiles de la mise en oeuvre du Nouvel Ordre du jour des Nations Unies pour le développement de l'Afrique dans les années 90. Ma délégation se rappelle que l'application de la performance de ce Nouvel Ordre du jour a révélé, notamment, que le taux de croissance prévu pour l'Afrique, à savoir 6 %, n'a jamais été atteint et qu'en plus, l'aide publique au développement a diminué de 33 %. Pour ma délégation, les objectifs du NEPAD ne sont pas très différents de ceux du Nouvel Ordre du jour des Nations Unies pour le développement de l'Afrique dans les années 90 sauf pour ce qui est de l'idée de prendre en charge les programmes. C'est pourquoi nous sommes fermement convaincus que les conclusions figurant dans le rapport du Secrétaire général sur l'évaluation de ce Nouvel Ordre du jour sont correctes. Ma délégation se félicite donc de ce rapport et prie le Secrétaire général d'assurer sa mise en oeuvre, en particulier celle de la Section III, qui offre une analyse

pertinente de la façon dont l'ONU a l'intention de soutenir la mise en oeuvre du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique.

Pour terminer, ma délégation se félicite du Plan d'action du G-8 pour l'Afrique qui a été adopté récemment. Même si ce Plan d'action est incontestablement un cadre vivant et précieux pour un nouveau partenariat entre l'Afrique et le G-8, nous demandons au G-8 de respecter l'esprit du NEPAD, qui insiste sur le partenariat entre les pays africains et la communauté internationale. Les membres de la communauté internationale devraient par conséquent faire preuve de plus de soutien et être plus explicites lorsqu'ils décrivent, en termes concrets, les détails de leur attachement au NEPAD.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution de S. E. M. Levy Patrick Mwanawasa, Président de la République de Zambie.

Le Président Mwanawasa (*parle en anglais*) : Au nom de ma délégation, je voudrais me féliciter de l'organisation d'une séance extraordinaire consacrée exclusivement à l'examen de la nouvelle initiative économique pour l'Afrique, le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique. Cette initiative est née lorsque l'on a compris que les niveaux de pauvreté des peuples du continent étaient de plus en plus élevés et qu'ils étaient marginalisés dans le monde. Nous savons tous que des niveaux de pauvreté élevés provoquent l'instabilité politique qui, à son tour, entraîne davantage de pauvreté et de sous-développement, perpétuant ainsi un cercle vicieux d'appauvrissement et d'aliénation sociale. Le NEPAD est donc un plan pour le développement socioéconomique du continent africain.

En l'an 2000, les dirigeants du monde ont adopté les objectifs de développement du Millénaire et se sont engagés à les mettre en oeuvre. Pour le continent africain, des efforts avaient été déployés dans le passé pour rompre le cercle vicieux dans lequel il se trouvait. Plusieurs initiatives avaient été mises en place, tant au plan régional qu'international. Au niveau régional, nous avons le Plan d'action du Caire, le Traité d'Abuja et le Plan d'action de Lagos, pour n'en nommer que quelques-uns. À l'échelle internationale, nous avons le Nouvel Ordre du jour des Nations Unies pour le développement de l'Afrique dans les années 90, l'accord de Lomé et Cotonou, la loi sur la croissance et

les potentialités de l'Afrique, la Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique, la Déclaration du G-8 d'Okinawa en 2001 et le Plan d'action du G-8 pour l'Afrique qui a récemment été adopté à Kananaskis, au Canada, en juillet 2002.

Les détracteurs de l'initiative du NEPAD se demandent si elle aura un impact, étant donné que même avec les initiatives qui avaient déjà été mises en place en Afrique, la pauvreté n'a cessé d'augmenter sur le continent. Mais la réponse est claire. Le NEPAD est différent de ses prédécesseurs car il s'agit d'un cadre stratégique unifié, intégré et global pour le développement social et économique de l'Afrique. Le NEPAD présente une vision pour l'Afrique, un énoncé des problèmes que connaît le continent, ainsi qu'un programme d'action pour résoudre les problèmes clairement cernés, afin de réaliser la vision d'un avenir brillant pour les peuples d'Afrique.

Il diffère également des précédents dans la mesure où il s'agit d'un plan conçu et mis au point par les dirigeants africains. L'objectif fondamental du NEPAD est d'éliminer la pauvreté, de conduire les peuples africains, individuellement et collectivement, sur la voie d'une croissance et d'un développement durables et de faire cesser la marginalisation de l'Afrique dans le processus mondial. La Zambie est convaincue qu'avec la volonté politique des dirigeants africains, le continent brisera les chaînes de la pauvreté par l'application du programme d'action du NEPAD. L'application des plans sectoriels prioritaires tels que ceux qui visent à réduire les disparités en matière d'infrastructure et à développer les ressources humaines, et ceux relatifs à l'agriculture, à la transformation des matières premières, aux sciences et aux technologies, constitue l'objectif que l'Afrique s'est fixé dans le cadre du NEPAD.

Si l'on reconnaît que cette nouvelle initiative est initiée par les Africains et doit être appliquée par les Africains eux-mêmes, nous ne pouvons ignorer l'importance de l'assistance de la communauté internationale par le biais d'une aide publique au développement accrue et par la contribution du système des Nations Unies. L'Afrique aura encore besoin d'un allègement de sa dette, d'investissements étrangers directs et de l'aide publique au développement en plus de la mobilisation de ressources locales des pays africains eux-mêmes. Je voudrais donc

saluer l'appui positif, bilatéral et multilatéral, en faveur du NEPAD.

Nous ne devons pas perdre de vue non plus l'importance de la coopération Sud-Sud, qui s'étend à d'autres pays en développement en dehors de l'Afrique. Je voudrais saisir cette occasion pour appeler les autres pays en développement à soutenir le NEPAD comme ils l'ont fait avec d'autres initiatives sur l'Afrique. Nous attendons avec intérêt leur appui concret alors que nous progressons dans la mise en oeuvre de l'initiative.

Pour terminer, je voudrais appeler les dirigeants africains à s'engager, à réaliser les buts et objectifs que nous nous sommes fixé pour le bien-être de nos peuples. La balle est dans notre camp, et nous devons maintenir la volonté politique dont nous avons fait montre jusqu'à présent concernant le NEPAD. Si nous faisons preuve d'attachement à notre initiative, la communauté internationale nous aidera dans nos efforts. Unis, nous réussirons.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une déclaration de S. E. M. Festus G. Mogae, Président de la République du Botswana.

Le Président Mogae (*parle en anglais*) : J'ai le plaisir de participer aux délibérations de cette séance extraordinaire consacrée au Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique.

Il est encourageant que cette réunion plénière de haut niveau a lieu lors de l'examen et de l'évaluation finals du Nouvel Ordre du jour des Nations Unies pour le développement de l'Afrique. Le NEPAD et l'Ordre du jour des Nations Unies pour l'Afrique doivent se renforcer mutuellement.

Le NEPAD représente une stratégie qui vise à traiter des questions de paix et de sécurité, de gouvernance démocratique et responsable, de respect de la primauté du droit et d'élimination de la pauvreté, qui sont toutes inscrites dans la Déclaration du Millénaire. La réalisation des objectifs du NEPAD contribuera substantiellement à un environnement mondial plus juste et plus sûr.

Le NEPAD incarne la détermination des dirigeants africains à traiter de façon efficace des problèmes économiques et politiques de l'Afrique. Il s'agit d'une initiative des dirigeants visant à assurer un climat favorable au développement durable. Le cadre du NEPAD reconnaît le rôle cardinal que les acteurs du

développement tels que les gouvernements, les dirigeants politiques, les travailleurs, le secteur privé, les organisations non gouvernementales, la société civile et la communauté internationale doivent jouer dans le processus de développement.

Le NEPAD est un partenariat multiforme dans lequel les acteurs clefs doivent remplir leurs obligations. Le NEPAD ne considère pas que l'accroissement du niveau de vie des peuples africains dépend uniquement de l'aide publique au développement, même s'il reconnaît son rôle catalyseur dans les premières phases du processus.

Le NEPAD est critiqué, y compris en Afrique. C'est une autre manifestation de la vague démocratique qui traverse le continent. Certaines des critiques contribueront à affiner les programmes du NEPAD. Aux adversaires dogmatiques du NEPAD, qui jugent inacceptable le fait que l'Afrique leur semble trop liée à la communauté internationale – qu'ils jugent par ailleurs responsable de tous les problèmes actuels de l'Afrique –, je dirais seulement qu'ils devraient proposer des alternatives viables. Mais l'isolationnisme n'est pas une option dans ce monde de plus en plus interdépendant et personne ne devrait reconforter les afro-pessimistes.

Le NEPAD ne doit pas être jugé sur des faits isolés mais sur le progrès général de la majorité des Africains. Il est évidemment irréaliste de s'attendre à ce que tous les pays réalisent les mêmes objectifs du jour au lendemain. Il est tout aussi injuste de tenir en otage tout le programme du NEPAD à cause de la situation dans quelques pays particuliers.

Sans l'appui de la communauté internationale, le NEPAD ne peut régler certains des problèmes complexes de l'Afrique tels que les conflits internes ou frontaliers, la dette extérieure énorme, le déclin de l'aide publique en développement, le fossé numérique croissant et, surtout, l'accès limité des produits africains aux marchés des pays développés.

Je voudrais rendre hommage aux dirigeants du G-8 par leur Plan d'action pour l'Afrique et leur engagement constructif à l'égard du programme du NEPAD. Je demande instamment au reste de la communauté internationale de suivre leur exemple et de prendre des engagements concrets de soutien à la revitalisation du continent africain.

À cet égard, cette séance extraordinaire devrait donner lieu à des efforts plus énergiques du système des Nations Unies pour qu'il joue son rôle non seulement de façon directe, mais également en agissant en tant que catalyseur en vue d'un contrat mondial pour le développement de l'Afrique. Au fil des ans, les pays en développement ont compté sur la bonne volonté et l'appui des Nations Unies pour faire connaître la cause des pauvres et des sans voix, et l'Afrique ne fait pas exception. Nous continuerons de compter sur la solidarité du système des Nations Unies.

Je demande à la communauté internationale de s'unir derrière le NEPAD et l'Union africaine dans la guerre contre la pauvreté, la famine, les maladies, le chômage, l'analphabétisme et le sous-développement.

En tant qu'Africains, nous réaffirmons notre détermination à faire respecter les normes élevées de gouvernance politique, économique et d'entreprise, et des règles démocratiques et transparentes, et surtout à respecter les droits humains de ceux que nous gouvernons. Améliorer le niveau de vie des peuples africains est une question urgente. Le sous-développement persistant de l'Afrique prive nombre de nos peuples de la satisfaction de leurs besoins vitaux ainsi que des droits de l'homme et de la dignité, qui sont au coeur du mandat de l'ONU. L'heure n'est pas aux discours idéologiques mais aux actes, et les actes sont plus éloquents que les paroles.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution de S. E. M. José Maria Pereira Neves, Premier Ministre de la République du Cap-Vert.

M. Neves (Cap-Vert) (*parle en portugais; texte anglais fourni par la délégation*) : Je voudrais commencer par saluer la décision prise par l'ONU de consacrer une séance extraordinaire de l'Assemblée générale au Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique, ce qui nous permet d'avoir un dialogue interactif au niveau le plus élevé concernant les efforts conjoints destinés à assurer le succès de cette entreprise.

De même, je souhaiterais féliciter les chefs d'État africains ici présents aujourd'hui qui, dans le cadre de l'Union africaine, ont entrepris cette initiative et ont assumé la responsabilité de définir une vision réaliste pour le développement de l'Afrique. Il s'agit d'une vision qui reflète la volonté et la détermination de se libérer des pratiques et des dépendances qui ont freiné

le développement de l'Afrique et de mettre pleinement en valeur les grandes potentialités du continent dans l'intérêt de tous ses habitants. Le NEPAD traduit les convictions profondes d'un continent, qui, soutenu par une décision vigoureuse d'agir, reprend l'espoir d'inverser le fatalisme de sa destinée en se remettant sur la voie du développement, ce qui lui permet ainsi d'occuper la place qui lui revient de droit au sein de la communauté des nations.

Le très vaste appui reçu par le projet au niveau international, à savoir l'appui de l'ONU, de l'Union européenne, du Groupe des Huit, de la Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique et de nombre d'organismes internationaux contribue à renforcer les espoirs qu'un partenariat véritable puisse être créé entre les pays développés et l'Afrique. Ce partenariat devrait se fonder sur des intérêts et des bienfaits mutuels, des engagements partagés et des accords fiables dans lesquels le secteur privé se voit assurer un rôle capital. Nous savons parfaitement que beaucoup doit être fait pour atteindre ces nobles objectifs. L'expérience du passé devrait nous inciter à la prudence pour que nous choissions des voies et des solutions réalistes, qui répondent aux intérêts de toutes les parties, à savoir ceux des peuples de nos pays, tout en respectant l'environnement.

Nous sommes également conscients que certains milieux ont manifesté des inquiétudes et qu'il faut y répondre si nous ne voulons pas courir le risque de perdre le consensus qui est indispensable pour assurer le succès de ce projet capital. C'est pour cette raison qu'il est essentiel d'engager la société civile dans un dialogue permanent afin de peaufiner les principes et les objectifs du NEPAD et de veiller à ce que les populations elles-mêmes, et non pas uniquement les élites, prennent en charge le Partenariat. En outre, si le NEPAD est une initiative de développement fondée principalement sur un partenariat entre l'Afrique et le monde développé, il importe d'engager les principaux protagonistes du Sud, de puiser dans les énormes potentialités et richesses découlant de leurs expériences et de promouvoir la coopération Sud-Sud à l'appui du NEPAD.

Le Sommet qui s'est tenu récemment à Johannesburg a montré clairement que le monde devient de plus en plus conscient des conditions particulières des petits États insulaires et des défis auxquels ils sont confrontés. Ils sont aux prises avec leurs vulnérabilités et doivent assumer une

responsabilité accrue pour ce qui est de préserver l'équilibre écologique et, en raison de leur situation

stratégique, de combattre la criminalité organisée et le terrorisme. De même, au niveau du système commercial multilatéral, chacun est de plus en plus conscient que les déséquilibres et les inégalités qui touchent les nations insulaires en développement doivent être corrigés et qu'un soutien effectif est nécessaire afin qu'ils puissent s'intégrer activement dans l'économie mondiale.

L'extrême vulnérabilité des économies insulaires qui amplifie au niveau local les troubles ressentis sur les marchés internationaux est un élément que l'on ne saurait négliger. Le Cap-Vert est une nation insulaire dont la petite taille, la dispersion en plusieurs îles et l'éloignement géographique sont aggravés par sa vulnérabilité aux facteurs climatiques qui menacent constamment son écosystème. Le développement du pays est fortement conditionné par les coûts élevés de son insularité et l'impossibilité de profiter d'économies d'échelle.

Le Cap-Vert préconise donc que la stratégie du NEPAD prenne en compte les particularités des pays insulaires, notamment des caractéristiques et des fragilités inhérentes qui freinent voire empêchent la participation aux principaux projets d'infrastructure régionaux. En outre, le NEPAD devrait soutenir les initiatives internationales en faveur des petits pays insulaires en développement, notamment le Programme d'action de la Barbade, et oeuvrer en coopération étroite avec leurs gouvernements pour réduire les effets négatifs de leur insularité. Mon gouvernement souhaite dire qu'il est tout à fait prêt à participer activement aux débats menant à la préparation d'une stratégie pour l'intégration synchronisée des États insulaires dans ce grand projet continental qu'est le NEPAD. À cet égard, le Cap-Vert espère accueillir l'année prochaine une réunion internationale consacrée tout particulièrement à la définition des grandes lignes de la participation des États insulaires au projet du NEPAD.

Avec le lancement du NEPAD, nous avons une occasion exceptionnelle de changer la destinée de millions d'hommes et de femmes dans l'ensemble du continent et de bâtir un avenir prospère pour eux. C'est à nous, les dirigeants, qu'il incombe d'instaurer un climat de confiance parmi nos citoyens et de les assurer que nous oeuvrerons inlassablement pour qu'ils deviennent les principaux bénéficiaires des énormes potentialités qui existent sur notre continent.

Organisation des travaux

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : Avant de donner la parole à l'orateur suivant, j'aimerais porter à l'attention de l'Assemblée générale deux questions liées à l'organisation de nos travaux.

Compte tenu du nombre élevé d'orateurs inscrits sur la liste – 80 jusqu'à présent – et pour permettre à l'Assemblée d'entendre tous les orateurs aujourd'hui, le Président de l'Assemblée a l'intention d'imposer strictement la limite de cinq minutes par déclaration.

S'il n'y a pas d'objection, je considérerai que l'Assemblée accepte de procéder de cette manière.

Il en est ainsi décidé.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : À cet égard, un système lumineux a été installé à la tribune des intervenants, qui fonctionne comme suit : une lumière verte s'allumera au début de chaque intervention; une lumière orange s'allumera 30 secondes avant la fin des cinq minutes; et une lumière rouge s'allumera quand les cinq minutes se seront écoulées. J'appelle les intervenants à bien vouloir coopérer pour observer la limite de cinq minutes pour la durée de leur déclaration, de façon que tous ceux qui sont inscrits sur la liste des orateurs puissent être entendus dans le temps qui nous a été imparti aujourd'hui.

En outre, sachant que les délégations ont eu suffisamment de temps pour inscrire leurs noms sur la liste des orateurs, j'aimerais proposer que la liste des orateurs pour le débat portant sur le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique soit close ce matin à 11 h 30. Notre séance de ce matin se prolongera jusqu'à 13 h 30. Si je n'entends pas d'objection, je considérerai que l'Assemblée accepte cette proposition.

Il en est ainsi décidé.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution de S. E. M. Jan Petersen, Vice-Premier Ministre et Ministre des affaires étrangères de la Norvège.

M. Petersen (Norvège) (*parle en anglais*) : La création par les dirigeants africains de l'Union africaine et du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique offre une occasion historique à l'Afrique de prendre le contrôle de son propre destin. Ces événements témoignent de la

nouvelle détermination des dirigeants africains de façonner l'avenir de leur continent. Le NEPAD offre une vision claire de l'avenir de l'Afrique.

Les défis auxquels se heurte l'Afrique sont énormes et multiples, comme le reconnaît clairement la Déclaration du Millénaire. Les États africains ont des populations qui parlent plus de 1 000 langues. Leurs cultures sont riches et diverses. Les défis auxquels ils font face sont spécifiques à chaque État et à chaque communauté, mais leurs aspirations sont identiques : éducation et santé, sécurité et perspectives de revenus pour que les gens puissent améliorer leur vie. Nulle part ailleurs, les défis sont plus grands.

En lançant le NEPAD, les dirigeants africains ont créé une base conceptuelle forte pour relever ces défis. En s'engageant à consolider la démocratie et à instaurer une bonne gouvernance, à promouvoir la paix et la sécurité et à défendre les droits de l'homme, le NEPAD pourrait donner libre cours et mettre en branle l'immense potentiel inhérent aux populations africaines. Je lance un appel aux chefs d'État ici présents pour qu'ils fassent montre de qualités réelles de dirigeant en concrétisant ces intentions et en continuant également de porter cette question à l'attention de tous les dirigeants du continent.

Le NEPAD consolide les nombreuses initiatives antérieures tendant à promouvoir le développement en Afrique. Ces initiatives n'ont pas toujours fonctionné comme prévu, souvent par manque de volonté politique. La communauté internationale doit reconnaître sa part de responsabilité. Nous devons également avoir le courage d'admettre que l'absence d'obligation redditionnelle et de responsabilité dans la gestion des affaires publiques a joué un rôle tout aussi important.

En conséquence, nous plaçons de grands espoirs dans le Mécanisme africain d'évaluation pour les pairs du NEPAD créé pour remédier à ces problèmes. Il évaluera la mise en oeuvre par chaque pays de la Déclaration sur la démocratie et la gouvernance politique, économique et des entreprises. C'est une mesure novatrice et courageuse. Le mécanisme d'évaluation critique mutuelle est un outil qui sera décisif pour atteindre les objectifs du NEPAD et réaliser la vision de l'Union africaine. Le Gouvernement norvégien appuiera activement la mise au point du mécanisme d'évaluation critique mutuelle. Nous nous félicitons en particulier de l'appel lancé aux

partenaires du développement qu'ils intègrent la surveillance de leurs propres politiques et pratiques dans le processus d'évaluation.

À maintes reprises, les progrès en Afrique ont été anéantis par les conflits et l'insécurité. Des millions de personnes ont perdu leurs vies. De précieuses ressources naturelles ont été gaspillées pour alimenter la guerre. L'Initiative pour la paix et la sécurité est donc l'élément stratégique le plus important du NEPAD. Il vise à appuyer la mise en oeuvre du Protocole de l'Union africaine relatif à la création du Conseil de paix et de sécurité. L'adoption du Protocole témoigne de la détermination de promouvoir la paix, la sécurité et la stabilité en Afrique par les Africains. Nous nous félicitons de l'intention exprimée de collaborer étroitement avec le Conseil de sécurité de l'ONU. Une direction politique ambitieuse et résolue, maintenue les 10 prochaines années et au-delà, est indispensable pour rendre le Protocole opérationnel et efficace.

Le Gouvernement norvégien continuera et renforcera son appui aux efforts d'édification de la paix en Afrique et à l'instauration des institutions et des capacités pour la prévention, la gestion et le règlement des conflits dans le cadre de l'Union africaine et des organisations régionales.

Dans les années 90, l'aide étrangère est passée de 35 à 19 dollars par habitant. Les prix des biens d'exportation non pétroliers ont chuté d'un tiers pour de nombreux pays africains. Les chances ne sont pas égales. Nous devons inverser la marginalisation de l'Afrique, mais la croissance économique durable – si essentielle pour le NEPAD – ne peut être générée de l'extérieur. Nous nous sommes déclarés prêts à redoubler d'efforts. L'allègement de la dette et le progrès vers un commerce plus juste, un meilleur accès aux marchés et des investissements accrus continuent d'être essentiels pour le développement économique et la réduction de la pauvreté en Afrique. La Norvège est déterminée à travailler avec les pays africains et les partenaires internationaux pour réaliser des progrès réels dans ces domaines.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution de S. E. M. Ahmed Maher El Sayed, Ministre des affaires étrangères de l'Égypte.

M. Maher El Sayed (Égypte) (*parle en arabe*) : Je voudrais d'emblée transmettre à l'Assemblée les

salutations du Président Mohamed Hosni Moubarak de la République arabe d'Égypte. Le Président m'a donné mandat de travailler en son nom pour obtenir des résultats pratiques et sérieux en faveur de notre continent dans ses efforts de développement, par le biais de l'initiative du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique. Ces résultats devraient renforcer la sécurité, la paix, la stabilité et la réalisation des objectifs de développement socio-économique de notre continent par l'enracinement et la consolidation de la démocratie.

Ce que nous soumettons aujourd'hui à l'Assemblée par le biais du NEPAD, dont le Président Moubarak a contribué à l'élaboration, est une vision africaine intégrée des problèmes et des questions du continent. C'est une stratégie d'ensemble qui vise à régler ces problèmes et ces questions. Elle s'appuie sur une volonté politique ferme et sur une prise de conscience des responsabilités des peuples africains et de leurs dirigeants en vue de l'accomplissement des objectifs voulus.

Notre engagement repose sur un certain nombre de principes, dont le premier est son africanité et son appartenance africaine. Le NEPAD est une vision africaine des questions et des problèmes de l'Afrique. C'est une stratégie d'ensemble conçue par l'esprit africain et mis en oeuvre par des mains africaines. La seconde priorité est d'accorder la priorité à la dimension régionale dans l'élaboration de l'initiative et de ses projets et programmes pour servir les intérêts des différentes régions de l'Afrique dans le cadre du bien commun de toute l'Afrique. Troisièmement, le NEPAD met l'accent sur une vision nouvelle d'un partenariat constructif et sérieux avec l'Organisation des Nations Unies et ses divers organismes, ainsi qu'avec les pays développés et les organisations et institutions internationales concernées. Le partenariat vise à concrétiser les objectifs du NEPAD sur la base de la coopération, des intérêts et du respect mutuels. Dans ce contexte, l'Afrique part du principe collectif qu'elle ne saurait accepter ni sélectivité ni conditionnalité. Elle ne fait aucune distinction entre les pays africains tirant avantage de l'initiative. L'objectif est commun et les intérêts sont mutuels.

Nous insistons sur l'appartenance africaine du NEPAD; cela ne veut toutefois pas dire que nous négligeons à dessein la nécessité d'un partenariat équitable et sain entre nous et ceux qui sont en mesure de nous venir en aide. Nous savons que la notion

d'interdépendance est à la base des relations qui existent entre les entités économiques sur la scène internationale. En fait, nous attendons avec intérêt la mise en place de tels partenariats avec l'Organisation des Nations Unies, les autres institutions internationales qui s'occupent de questions de développement socioéconomique et les pays développés bailleurs de fonds. Cela devrait correspondre aux exigences légitimes de l'Afrique, permettre de remédier à la marginalisation économique de l'Afrique et de lutter contre le déséquilibre qui règne dans le système économique mondial et dans le système commercial international. Ceci sera dans l'intérêt de tous les peuples et de tous les pays, aussi bien les pays développés que les pays en développement.

Tout en réaffirmant à nouveau que le NEPAD n'est pas une liste d'exigences financières pas plus qu'un énoncé des besoins africains en matière d'aide extérieure, l'Afrique rappelle qu'il a pour objectif la création d'un partenariat avec les pays développés, un partenariat fondé sur les notions de justice et de responsabilité commune et sur la nécessité pour chaque partie d'honorer ses engagements et ses obligations.

Dans ce contexte, nous jugeons qu'il faut accorder une priorité particulière aux questions suivantes : l'ONU doit continuer de mobiliser l'appui nécessaire en faveur du NEPAD et de la cause du développement en Afrique. Il faut renforcer l'efficacité du rôle que joue l'ONU ainsi que ses programmes et institutions spécialisées à l'appui des efforts de développement en Afrique, et l'ONU se doit d'harmoniser ses programmes avec le NEPAD. Il importe qu'une coordination existe entre l'ONU et ses organismes pertinents, d'une part, et les gouvernements africains et les groupes économiques africains, d'autre part, afin d'assurer la mise en oeuvre des objectifs, des programmes et des projets du NEPAD. Il faut trouver un remède au problème de la dette extérieure des pays africains soit en l'annulant soit en réduisant le fardeau de la dette. Ceci devrait permettre d'affecter ces ressources aux programmes de développement du continent.

Nous accordons également une attention particulière au respect de l'engagement qu'ont pris les pays développés d'atteindre l'objectif de consacrer 0,7 % de leur produit national brut à l'aide publique au développement, étant donné que cette aide n'a cessé de décroître ces dernières années par rapport aux niveaux

qu'elle atteignait au début des années 90. Il faut appuyer les efforts déployés par l'Afrique pour attirer de nouveaux investissements étrangers vers le continent. Les pays développés doivent renoncer à leurs politiques protectionnistes qui sont contraires à la notion de libéralisation du commerce international, d'une part, et aux engagements que ces pays ont pris à l'égard de l'Organisation mondiale du commerce, d'autre part, ainsi qu'à l'attachement au principe de la responsabilité mutuelle. Il faut mettre en place des mécanismes pour veiller à ce que les pays développés et les pays donateurs s'acquittent de leurs engagements vis-à-vis des pays africains.

L'Afrique a adopté une initiative sérieuse et globale : l'Union africaine, par le biais de laquelle elle a institué le NEPAD. Cette initiative donne suite aux besoins de ses peuples et réaffirme l'engagement et la détermination des dirigeants du continent d'assumer leurs responsabilités et de réaliser ainsi les espoirs de développement, de sécurité, de paix et de prospérité pour les peuples du continent africain et pour ses générations à venir. Il incombe au monde entier d'aider l'Afrique dans cet effort parce que l'avenir de chaque composante du monde dépend en dernier ressort de l'avenir réservé à toutes les autres composantes.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution de S. E. M. Per Stig Moeller, Ministre des affaires étrangères du Danemark, qui va intervenir au nom de l'Union européenne.

M. Moeller (Danemark) (*parle en anglais*) : J'ai l'honneur de prendre la parole au nom de l'Union européenne. Les pays d'Europe centrale et orientale associés à l'Union européenne – la Bulgarie, la République tchèque, l'Estonie, la Hongrie, la Lettonie, la Lituanie, la Pologne, la Roumanie, la Slovaquie et la Slovénie – et les pays associés Chypre, Malte et la Turquie ainsi que l'Islande, pays de l'Association européenne de libre-échange membre de l'Espace économique européen, se rallient à cette déclaration.

L'Union européenne est très encouragée par le nouvel espoir et les nouvelles perspectives que présentent pour l'Afrique le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique ainsi que la création de l'Union africaine à Durban le 9 juillet 2002. Ces deux événements historiques représentent une occasion sans précédent pour l'Afrique de prendre en main sa destinée et de jeter de nouvelles bases pour le

développement de l'Afrique. À cet égard, l'Union européenne considère que l'Union africaine et le NEPAD se renforcent mutuellement.

Les problèmes de développement auxquels l'Afrique est confrontée sont énormes. Il y a à peine plus de deux ans, les dirigeants mondiaux ont pris l'engagement de collaborer afin d'atteindre un ensemble d'objectifs de développement énoncés dans la Déclaration du Millénaire. L'objectif premier est de réduire de moitié d'ici à 2015 la proportion de personnes vivant dans la misère, dont un très grand nombre vivent en Afrique. Les problèmes de développement particuliers auxquels l'Afrique est confrontée ont été reconnus au Sommet du Millénaire. C'est principalement à l'Afrique qu'incombe la responsabilité de relever ces défis. Mais l'Afrique ne peut pas les relever seule. Il faut un nouveau partenariat de développement entre l'Afrique et la communauté internationale pour soutenir l'Afrique dans ses efforts.

L'Union européenne estime que le NEPAD est la base de ce nouveau partenariat. L'Union européenne est un fervent défenseur du NEPAD et de la promesse qu'il renferme pour le développement de l'Afrique en tant que programme conçu par l'Union africaine. Le NEPAD doit donc devenir le cadre de politique générale qui régira les relations de la communauté internationale avec l'Afrique en général et l'ONU en particulier.

L'une des caractéristiques centrales du NEPAD est le lien qu'il établit entre la croissance économique, le développement et les principes de la bonne gouvernance politique et économique, et la primauté du droit, la démocratisation et le respect des droits de l'homme. De l'avis de l'Union européenne, le Mécanisme d'évaluation intra-africaine sera indispensable pour traduire ces principes du NEPAD dans la réalité. La bonne gouvernance ne s'importe pas. Ce sont la volonté et la capacité des différentes nations africaines qui permettront de triompher.

Le NEPAD se définit aussi par l'appartenance africaine et le dynamisme progressiste qu'il incarne. C'est une initiative qui a été prise par les Africains et pour les Africains. Il incombe aux nations africaines de faire montre de leur détermination de donner au NEPAD un sens réel. La mise en oeuvre des engagements pris du côté africain doit concorder avec

la mise en oeuvre des engagements pris par la communauté internationale.

À la Conférence sur le financement du développement qui s'est tenue à Monterrey en mars, les pays en développement et les pays développés ont convenu de conclure un nouveau partenariat mutuellement contraignant, et 12 milliards de dollars supplémentaires par an ont été promis en faveur de l'aide mondiale au développement.

C'est surtout aux niveaux national et sous-régional que l'on donnera suite au NEPAD. L'Union européenne compte sur plus de précisions et sur une coordination accrue entre tous les partenaires de développement en ce qui concerne la mise en oeuvre du NEPAD, par le biais des Documents de stratégie nationale pour la réduction de la pauvreté et des organisations sous-régionales, ainsi qu'au niveau du continent. L'Union européenne envisage d'appuyer le NEPAD essentiellement par le biais des cadres de coopération existants. La Commission européenne est prête à collaborer avec le NEPAD pour déterminer les priorités, essentiellement dans le domaine de la mise en valeur des ressources humaines et des infrastructures.

Au sommet du G-8 à Kananaskis, le Plan d'action du G-8 pour l'Afrique a été adopté en tant que cadre d'action à l'appui du NEPAD. Les membres du G-8 ont convenu que la moitié au moins des nouvelles sommes qu'ils se sont engagés à verser à Monterrey au titre de l'aide au développement pouvait aller aux nations africaines qui gouvernent équitablement, investissent dans leur propre population et favorisent la liberté économique. Ils se sont également engagés à octroyer suffisamment de ressources pour éradiquer la polio d'ici à 2005, en plus de leurs engagements constants de lutter contre le paludisme, la tuberculose et le VIH/sida, et de coopérer avec leurs partenaires africains afin de mettre en oeuvre un plan commun d'ici à 2003 pour améliorer la capacité de l'Afrique d'entreprendre des opérations de paix. L'Union européenne s'emploiera également à obtenir des conditions commerciales plus équitables pour l'Afrique.

Pour terminer, je voudrais dire que la poursuite de la politique habituelle ne favorisera pas le développement en Afrique. Les dirigeants et les peuples africains ont mis la barre très haut avec l'adoption du Nouveau Partenariat pour le

développement de l'Afrique. La communauté internationale devra être prête à relever le défi. L'Union européenne l'est déjà.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution de S. E. M. Louis Michel, Vice-Premier Ministre et Ministre des affaires étrangères de la Belgique.

M. Michel (Belgique) : Je veux d'emblée saluer ici la vision d'avenir, le courage politique, et le sens de l'histoire des pères fondateurs du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique. Je veux dire mon estime aux Présidents de l'Afrique du Sud, de l'Algérie, de l'Égypte, du Nigeria et du Sénégal. En lançant cette initiative, ils ouvrent la voie à une relation nouvelle avec la communauté internationale. Cette ambition est fondée sur une conception élevée de l'avenir de leurs populations. En inscrivant ce projet dans une perspective régionale ils entendent manifestement déjouer les tentations du repli sur soi, en même temps qu'ils placent la communauté internationale devant une responsabilité particulière à laquelle elle aura du mal à se soustraire cette fois. En effet, cette initiative lance un défi courageux; celui de rompre avec une relation et une coopération trop longtemps frappées au coin d'un paternalisme désuet, quand il ne fut pas humiliant.

Quand sous présidence belge de l'Union européenne, nous fut exposé ce projet, nous eûmes spontanément la conviction qu'il rompait de manière convaincante avec la conception classique du partenariat entre nos peuples.

Le NEPAD a été conçu par les Africains pour les Africains. Il affirme qu'il n'y aura pas de développement sans bonne gouvernance, pas de démocratisation sans le respect des droits de l'homme. Il entend placer la responsabilité première du développement auprès des gouvernements africains eux-mêmes. Il s'inscrit dans la perspective d'un autre grand et ambitieux chantier, celui de l'Union africaine. En s'engageant à soumettre leurs politiques à un examen par leurs pairs, ils font un choix politique courageux et convaincant.

Des millions d'Africains sont aujourd'hui menacés de famine. La tragédie du VIH/sida diminue l'espérance de vie de manière dramatique. Un peu partout en Afrique, c'est la misère, la violence et, trop souvent et surtout, le désespoir. Le NEPAD est porteur d'un espoir neuf et nous ne pouvons pas le laisser

échouer faute de soutien extérieur. Nous devons nous mobiliser tous pour le soutenir.

Le volume de l'assistance à l'Afrique est totalement insuffisant. Pire encore, l'Afrique ne reçoit qu'un quart environ de l'aide des pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques et du système des Nations Unies, ce qui est bien inférieur à la part de l'aide au développement qui devrait lui revenir si nous prenons au sérieux l'objectif énoncé dans la Déclaration du Millénaire de réduire de moitié la pauvreté dans le monde d'ici à 2015.

Je reviens du Sommet pour le développement durable de Johannesburg avec un tout petit peu d'espoir et une grande déception. Nous n'avons pas encore vraiment osé la solidarité, pourtant nos analyses convergeaient largement. Mais c'est la volonté politique qui n'était pas au rendez-vous, ou, du moins, pas encore assez.

Nous allons à nouveau adopter une déclaration politique. Mais seuls les actes comptent. Pour les donateurs, cela implique des efforts substantiels dans trois domaines fondamentaux : le financement, la question de la dette et l'ouverture aux marchés. Il est temps que la communauté internationale rende au minimum son dû à ce magnifique continent qui fut le berceau de l'humanité.

S'agissant de la Belgique, mon gouvernement a augmenté cette année le volume de son aide pour la quatrième fois consécutivement, et honorera d'ici à 2010 l'objectif de 0,7 % du PNB pour l'aide publique au développement. La Belgique consacre plus de 60 % de son aide au continent africain. L'accès à nos outils financiers, à nos marchés, à nos technologies sont désormais les vecteurs de nos relations avec l'Afrique. Je suis intimement convaincu que le NEPAD doit devenir définitivement le cadre de référence des relations de l'ONU avec l'Afrique.

Lors de la Conférence mondiale contre le racisme, à Durban, nous avons ensemble marqué notre volonté de clore les chapitres les plus sombres de notre histoire, afin de pouvoir bâtir une relation nouvelle basée sur le respect mutuel, la solidarité et le partenariat. Le NEPAD jette les bases de ce partenariat. Le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique, c'est d'abord une espérance traduite dans une stratégie et un projet. Mais selon moi il est plus que cela. Il vise ni plus ni moins à l'ambition la plus

élevée, celle de libérer l'Afrique des équivoques, des douleurs et des complexes d'un destin injuste qui n'a pas cessé de lui infliger exploitation, humiliation et malheurs.

Que l'on ne s'y trompe pas. Cette initiative est un acte de libération optimiste qui peut enfin mettre un terme aux injustices de l'histoire de l'Afrique. La Belgique, plus que d'autres, se sent redevable à l'égard de l'Afrique d'un soutien déterminé parce qu'une part importante de notre histoire est aussi celle de l'Afrique. Et que nos pages communes ne furent pas toutes écrites à l'encre du respect et de la générosité.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution de S. E. Mme Lydie Polfer, Vice-Premier Ministre et Ministre des affaires étrangères et du commerce extérieur du Luxembourg.

Mme Lydie Polfer (Luxembourg) : Depuis le lancement du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique, un vent nouveau semble souffler sur le continent africain. Peu d'initiatives de ce type ont à ce jour connu en effet un tel écho à travers le monde et sont porteuses de tant d'espoirs.

Tout comme la présidence de l'Union européenne, au nom des Quinze, le Luxembourg salue et se félicite de ce nouvel élan, de cette nouvelle dynamique qui a pris naissance. Le NEPAD est une invitation à une nouvelle relation constructive de partenariat entre l'Afrique et la communauté internationale pour réduire l'écart de développement. Cette invitation, le Luxembourg l'accepte et en attend une collaboration fructueuse.

À la Conférence de Rio de Janeiro en 1992, le Gouvernement luxembourgeois avait pris l'engagement d'atteindre à la fin de la décennie l'objectif d'une aide publique au développement équivalant à 0,7 % de son produit national brut. C'est chose faite depuis 2000, et notre nouvel horizon est désormais celui d'augmenter notre aide à 1 % d'ici à 2005.

Cet engagement politique se traduit aussi par le choix d'une méthode. Au fil des années et avec l'accroissement de ses moyens, la coopération luxembourgeoise a fait l'objet d'un processus de mutation mûrement réfléchi. Au terme de celui-ci, l'approche « projet », jugée trop ponctuelle et rigide, a été remplacée par une approche plus programmatique et pluriannuelle. Dans le cadre de cette nouvelle

approche, une place primordiale a été réservée au respect des principes démocratiques, des droits de l'homme, de l'état de droit et de la bonne gouvernance. Depuis, le partenariat est le mot-clef de la coopération luxembourgeoise.

La mise en pratique de cette approche présuppose que chaque programme ou projet fasse partie du plan de développement dont le pays partenaire se sera doté et qu'il figure dans la liste de ses priorités. Un accent particulier est mis dans ce cadre sur le transfert du savoir et du savoir-faire, sur la formation et le développement des capacités professionnelles et de gestion dans les pays partenaires. Le Luxembourg a établi un partenariat privilégié avec six pays africains et partage ainsi l'approche stratégique préconisée par les initiateurs du NEPAD, et les secteurs prioritaires du NEPAD figurent parmi les principaux secteurs d'activité de la coopération luxembourgeoise. Ainsi, plus de 80 % de notre coopération bilatérale est consacrée aux infrastructures et services sociaux, et les projets dans les secteurs de l'éducation et de la santé recueillent plus de la moitié de l'ensemble de nos fonds. S'il y a donc une très large convergence d'esprit et d'approche, le Luxembourg attache également une grande importance à ce que ses pays partenaires assument la part de responsabilité qui leur incombe dans la mise en oeuvre des chantiers communs.

La bonne gouvernance – politique et économique – est désormais reconnue à juste titre comme une condition essentielle au succès des activités de développement. La transparence dans la gestion et la participation des populations aux processus décisionnels – surtout au niveau local – sont deux concepts importants pour mesurer le degré de l'appropriation des activités de développement par les bénéficiaires, car c'est le sentiment d'être associé qui rend le développement durable.

Le NEPAD prévoit un mécanisme d'examen par les pairs; et nous touchons ici à ce qui fait la spécificité du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique. Le NEPAD est une initiative africaine, gérée par les Africains pour les Africains. C'est un engagement des dirigeants africains envers leurs peuples, mais aussi l'un envers l'autre. Pour la réalisation de ce serment et des promesses qui en découlent, les pays d'Afrique peuvent compter sur le soutien de mon pays.

L'Afrique a pris de nouveaux engagements courageux; à nous, la communauté internationale, d'accompagner l'Afrique et de l'appuyer dans cette démarche.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à S. E. M. Tang Jiaxuan, Ministre des affaires étrangères de la Chine.

M. Jiaxuan (Chine) (*parle en chinois*) : La réunion plénière de haut niveau de l'Assemblée générale des Nations Unies pour examiner quel appui apporter au Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique fait porter une fois de plus l'attention du monde sur le développement de l'Afrique. Au nom du Gouvernement chinois, je voudrais exprimer notre reconnaissance à l'ONU pour les efforts qu'elle a déployés pour rendre cette conférence possible.

Le lancement officiel de l'Union africaine au mois de juillet de cette année a marqué une nouvelle étape historique dans la recherche par l'Afrique d'un développement commun et d'une renaissance commune. Mais de façon générale, cependant, les pays africains n'ont pas encore pu recueillir les bienfaits de la mondialisation économique. Le fossé qui sépare l'Afrique du reste du monde du point de vue du développement général continue de se creuser. Ceci ne constitue pas seulement un défi pour les pays africains, mais est également une question à laquelle la communauté internationale doit accorder une attention plus soutenue et qu'elle doit s'efforcer de traiter.

Le NEPAD représente un pas important franchi par les pays africains afin de relever les défis du siècle nouveau par le biais d'une plus grande unité et d'une amélioration de leurs capacités. Nous appuyons les pays africains dans leurs efforts inlassables pour réaliser l'ensemble des objectifs du NEPAD compte tenu de leurs besoins et des facteurs concrets de nature à favoriser la renaissance de l'Afrique. L'Organisation des Nations Unies a un rôle irremplaçable à jouer dans la promotion du développement africain, et un rôle constructif à jouer afin de mobiliser l'appui de la communauté internationale au NEPAD.

La communauté internationale, en particulier les pays développés, a la responsabilité et l'obligation d'adopter des mesures plus ambitieuses et plus efficaces pour créer un climat international viable pour le développement économique des pays africains. Les pays développés devraient inverser dès que possible la

tendance à la baisse de l'aide au développement au plus tôt. Ils devraient s'employer à faire que leur aide publique au développement représente 0,7 % de leur produit national brut, à alléger ou annuler la dette des pays africains, développer et améliorer l'accès aux marchés des pays africains, et à transférer les technologies applicables à l'Afrique. Ils devraient aussi aider les pays africains à renforcer leurs capacités pour lutter contre les maladies, y compris le VIH/sida.

La Chine entretient depuis longtemps d'excellentes relations de coopération avec les pays africains, et suit de près les progrès réalisés par l'Afrique. La Chine a été l'hôte du Forum sur la coopération Chine-Afrique lors de la Conférence ministérielle Beijing-2000, et a établi des mécanismes de suivi pertinents. Nous avons commencé à annuler de 10 milliards de yuan de la dette des pays africains envers la Chine, comme nous l'avons promis. Des mesures de suivi en matière de coopération technique et économique, ainsi que dans de nombreux autres domaines, sont également en cours.

Le Forum sur la coopération Chine-Afrique et le NEPAD partagent le même objectif, celui de promouvoir la coopération et le développement commun. Nous pensons que la mise en oeuvre soutenue des activités de suivi du Forum par la Chine et l'Afrique imprimera un élan puissant au processus du développement africain ainsi qu'au NEPAD. Comme toujours, nous appuierons les demandes raisonnables et les propositions justes formulées par les pays africains. Nous espérons sincèrement que le NEPAD sera mis en oeuvre graduellement et pleinement.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole S. E. Mme Agnes Van Ardenne, Ministre du développement et de la coopération du Royaume des Pays-Bas.

Mme Van Ardenne (Pays-Bas) (*parle en anglais*) : Le monde entier doit oeuvrer conjointement afin de garantir à l'Afrique la place qui lui revient de droit sur la scène mondiale. Tant les Africains que le monde développé doivent se montrer à la hauteur de leurs engagements mutuels.

Le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique montre qu'un nombre croissant de dirigeants africains sont conscients de l'acuité de la situation. Je me félicite de leur direction éclairée. Le NEPAD est une très bonne initiative, étant donné la

nécessité impérieuse de l'appropriation et pour les dirigeants africains d'assumer la responsabilité du règlement des problèmes de l'Afrique. Le mécanisme d'examen par des pairs proposé montre que les Africains prennent les problèmes de l'Afrique très au sérieux. Je vois dans le NEPAD un signe manifeste que les Africains partagent la même détermination à prévenir les conflits et à améliorer leurs politiques et la gouvernance. En effet, des politiques et une gouvernance améliorées et bien prises en main sont indispensables à la réalisation du développement. Et il faut que l'on comprenne que pour que le NEPAD soit un succès l'Afrique doit en être le moteur.

Cependant, l'Afrique ne peut pas parcourir ce nouveau chemin difficile seule. En tant que pays riches, nous devons respecter nos engagements et faire une place à l'Afrique sur la scène mondiale. Il n'y a pas que les gouvernements qui doivent être impliqués. L'aide au développement est un investissement commun dans un avenir commun. Afin que cet investissement porte des fruits, nous avons besoin de partenaires provenant de divers horizons : les organisations multilatérales, les gouvernements, le secteur privé et la société civile.

Nous avons besoin d'obtenir de meilleurs résultats de tous les efforts collectifs visant à lutter contre la pauvreté : les ressources nationales africaines, l'allègement de la dette, les revenus d'exportation, les investissements directs étrangers et l'aide des donateurs. J'appelle de nouveau tous les donateurs à honorer l'engagement de 0,7 % du produit national brut pour l'aide au développement. Nous devons accroître l'aide afin de réaliser les objectifs de développement énoncés dans la Déclaration du Millénaire.

Les récents changements politiques survenus au Pays-Bas n'ont pas affecté notre détermination à consacrer 0,8 % de notre produit national brut à la coopération pour le développement. En outre, les Pays-Bas dépenseront au moins la moitié de leur budget d'aide bilatérale en Afrique.

Mais l'argent seul ne suffit pas. Nous devons mener des politiques économiques favorables à l'Afrique. En plus du renforcement des marchés régionaux et locaux en Afrique, nous devons ouvrir nos marchés. Nous devons abolir les subventions qui faussent le commerce et nuisent à l'environnement. La cohérence de notre politique dans des domaines tels

que le commerce et le développement demeure une priorité absolue. Si les pays riches ne réduisent pas de façon radicale leurs subventions pour des produits tels que le sucre, le coton, la viande et le lait, nous ne pouvons, de façon crédible, affirmer que nous sommes de véritables partenaires en ce qui concerne les objectifs de développement énoncés dans la Déclaration du Millénaire et le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique. C'est pourquoi notre politique sera plus intégrée que jamais auparavant, et l'Afrique est le point central de cette politique intégrée.

Faisons également intervenir le secteur privé pour renverser la baisse des investissements étrangers. En 1990, 2 % de tous les investissements se faisaient en Afrique. Dix ans plus tard, ce chiffre est tombé à 0,35 %. À Johannesburg, nous avons mis en place des partenariats, par exemple sur la sécurité alimentaire en Éthiopie et en Érythrée. Il ne s'agit pas d'un détournement du développement durable par le secteur privé, mais ce dernier est un partenaire essentiel qui vient se joindre à l'effort de développement.

Il y a une chose que nous ne devons pas oublier, c'est que les femmes en Afrique sont des partenaires clés dans le développement. De nombreuses études ont montré qu'il était indispensable d'inclure les femmes dans le développement durable. De combien d'autres études avons-nous besoin encore pour reconnaître ce fait fondamental? J'appelle les dirigeants africains à donner aux femmes l'espace nécessaire pour participer au développement. Comment pouvons-nous rendre productifs nos investissements dans le développement si nous laissons sous-utilisé plus de 50 % de notre potentiel humain?

Nous, les nations industrialisées, devons nous acquitter généreusement de nos engagements et être prêts à aider l'Afrique quand celle-ci en aura besoin. La semaine dernière à Johannesburg, j'ai signé un accord avec l'Institut sud-africain pour les affaires internationales en vue de disséminer le NEPAD de façon plus large en Afrique et d'appuyer les efforts visant à impliquer la société civile dans le programme d'action du NEPAD.

Nous sommes prêts à faire toutes sortes d'efforts pour traduire le NEPAD dans la réalité. Ce partenariat nous fournit un cadre de bonne gouvernance. Dans ce cadre, les efforts conjugués du monde en développement et du monde industrialisé peuvent

modifier – et modifieront – la donne dans la vie des Africains. Faisons du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique une réalité.

Le Président reprend la présidence.

Le Président (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution de S. E. Mme Ana Palacio, Ministre des affaires étrangères de l'Espagne.

Mme Palacio (Espagne) (*parle en espagnol*) : Nous ne pouvons ignorer des données que l'on ne peut que qualifier de tragiques : 6 millions de réfugiés, 20 millions de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays, plus de 120 millions d'analphabètes, un taux extrêmement élevé de mortalité infantile, et les incidences du sida. Nous avons une responsabilité partagée; nous devons agir en vue de modifier de façon radicale la réalité que vit l'Afrique.

L'Afrique cependant, dans sa complexité, est également une source d'espoir. Ces derniers temps en particulier, il y a eu de bonnes nouvelles pour le continent et pour nous tous. Parallèlement au progrès des processus de paix, on notera la transformation de l'Organisation de l'unité africaine en l'Union africaine, ainsi que l'emphase mise sur le volet de l'intégration. Et, en tant qu'Espagnole et Européenne, je suis convaincue que l'intégration est un moteur du progrès économique et social.

En même temps, les Sommets de Monterrey et de Johannesburg ont porté toute leur attention sur la lutte contre la pauvreté sur le continent africain et, dans ce contexte, il faut rappeler qu'au cours de la récente présidence espagnole et dans le cadre du Consensus de Monterrey, les pays de l'Union européenne ont conclu un accord qui prévoit une mobilisation supplémentaire de 20 milliards de dollars d'ici à 2006.

Dans ce cadre, le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique est une initiative fondamentale, et je voudrais souligner la cohérence et l'équilibre avec lesquels il aborde les priorités politiques, économiques et sociales : la paix et la sécurité, la gouvernance aux niveaux politique et économique et de la gestion des affaires, la mise en valeur des ressources humaines, la création d'infrastructures de base, l'accès aux marchés mondiaux et la protection de l'environnement. On peut résumer ces priorités en deux éléments : le règlement des conflits et l'élimination de la pauvreté, car les séquelles de ces problèmes engendrent des souffrances

pour la population africaine : trafic d'armes, drame des enfants soldats, personnes mutilées par les mines antipersonnel, absence, quand ce n'est pas destruction, des infrastructures de base, et propagation de maladies contagieuses, y compris le grave problème susmentionné du sida.

L'Espagne se félicite de l'esprit d'initiative dont ont fait preuve les Africains avec le NEPAD, initiative qui montre que les États africains assument la responsabilité de la gestion de leur développement. Il est tout particulièrement positif que ce soient les gouvernements africains eux-mêmes qui déterminent les critères d'évaluation de cette initiative.

Ainsi, le Mécanisme d'évaluation intra-africaine conçu pour veiller à ce qu'il y ait des progrès en matière de bonne gouvernance est un exemple évident de cet esprit d'initiative qui indique la nécessité de mettre en place des normes de transparence. C'est la condition nécessaire à l'accroissement des flux d'investissements privés vers l'Afrique. Cet objectif, ainsi que l'accroissement du financement public que promeut le Plan d'action du G-8 pour l'Afrique, offre une possibilité d'intégration des économies africaines dans un environnement de plus en plus mondialisé.

L'élimination de la pauvreté étant notre objectif commun, je voudrais insister sur le rôle unique de la femme. La femme africaine est un véritable pilier du développement, malgré les difficultés nombreuses auxquelles elle se heurte. C'est pour cela qu'il est nécessaire d'insister sur l'éducation des filles, sur la sécurité alimentaire et sur l'accès à l'eau potable aux services de santé, et de veiller à ce que ces priorités soient prises en considération conformément à tous les objectifs énoncés dans le NEPAD lui-même.

L'Union européenne et l'Espagne suivent avec intérêt cette évolution depuis qu'elle a commencé, dans le cadre du processus du Caire et du dialogue politique entre l'Union européenne et l'Afrique, depuis la réunion du groupe des donateurs préparatoire du G-8 et au Sommet de Kananaskis lui-même.

On dit que les grandes transformations historiques ne se produisent pas quand les choses vont mal, mais quand il existe le sentiment que les choses peuvent changer. La somme de toutes les initiatives qui confluent dans le creuset du NEPAD constitue une véritable révolution, un espoir quant au rôle de l'Afrique dans le concert des nations. Mon pays, pont entre l'Europe et l'Afrique pour des raisons

géographiques et culturelles et par vocation, est prêt à jouer le rôle qui devrait être le sien dans ce processus historique d'enrichissement mutuel.

Le Président (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution de S. E. M. Brian Cowen, Ministre des affaires étrangères de l'Irlande.

M. Cowen (Irlande) (*parle en anglais*) : Le Ministre des affaires étrangères du Danemark, M. Per Stig Moeller, a déjà pris la parole à cette réunion de haut niveau de l'Assemblée générale au nom de l'Union européenne. L'Irlande s'associe pleinement à ce qu'il a dit.

Raffermir l'espoir, faire le point, regarder vers l'avenir et relever les défis, voilà les thèmes fondamentaux du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique. Le NEPAD est un programme d'action courageux et sincère non seulement pour l'Afrique mais pour chacun d'entre nous. Le NEPAD, c'est d'abord un nouvel espoir, car la formation de l'Union africaine et l'initiative du NEPAD présentent des perspectives et des débouchés novateurs pour tous les peuples d'Afrique.

Le NEPAD, c'est également un défi, car il ne s'agit pas là seulement d'un nouveau partenariat africain pour le développement de l'Afrique. Le NEPAD énonce des objectifs clairs et détaillés à l'intention des gouvernements africains et des peuples de l'Afrique. Il s'agit maintenant de mettre en oeuvre ces objectifs, et cela demandera beaucoup de courage, de travail assidu et de détermination.

Le NEPAD lance également des défis semblables au monde au-delà de l'Afrique : il s'agit de travailler de concert dans un nouveau partenariat créatif pour l'Afrique, de jeter de nouveaux ponts entre l'Afrique et le reste du monde et, enfin, de joindre le geste à la parole en aidant au développement durable de l'Afrique et en mettant fin à sa marginalisation dans l'économie mondiale.

Le NEPAD est une initiative de l'Afrique pour l'Afrique. Faisant fond sur des initiatives précédentes, il propose des objectifs à court et à long terme assortis d'un cadre opérationnel permettant d'atteindre ces objectifs. Il déclare clairement à la communauté internationale : voilà comment nous nous proposons de procéder, mais cela doit également passer par un double partenariat. Il s'agit donc d'un partenariat au sein de l'Afrique, mais également d'un défi aux pays

développés pour que, de leur côté, ils se mettent d'accord sur un nouveau partenariat pour l'Afrique.

Le nouveau partenariat de l'Afrique pour l'Afrique doit réussir là où d'autres initiatives ont échoué. L'appui aux objectifs de croissance économique et la promotion du développement durable en Afrique doivent être assortis de mesures vigoureuses et originales de la communauté internationale : il s'agit de s'attaquer aux causes structurelles de la pauvreté en Afrique; d'offrir aux produits des pays africains un accès équitable aux marchés; de mobiliser les ressources financières et techniques et les investissements permettant de donner à l'Afrique les mêmes conditions de compétitivité que le reste du monde; de s'attaquer au problème des montants exorbitants de certaines dettes; bref, de donner une vraie chance, sur des bases équitables, à l'Afrique. C'est ce que l'Afrique demande. Et c'est ce sur quoi, fondamentalement, repose le NEPAD.

Je voudrais souligner quatre thèmes principaux que l'Irlande considère comme particulièrement importants pour la mise en oeuvre du NEPAD.

Premièrement, une des principales forces du NEPAD est sa reconnaissance des liens puissants qui existent entre la promotion du développement durable et la gouvernance politique et économique. Trop de conflits, ces dernières décennies, ont mis en lambeaux le continent africain. La mauvaise gestion politique et économique de certains pays africains a injustement terni l'image de toute l'Afrique, et trop souvent le reste du monde s'est contenté de répondre par un haussement d'épaules et un « Nous ne pouvons rien faire » aux redoutables défis économiques et sociaux que rencontrait l'Afrique.

Maintenant, c'est l'Afrique qui présente clairement ses propres normes de gouvernance politique et économique, assorties de nouveaux mécanismes tels que le Mécanisme africain d'examen par les pairs, pour l'étayage institutionnel nécessaire. C'est sage et courageux.

Deuxièmement, le NEPAD, qui est un programme de l'Union africaine, permettra une interaction créative au niveau structurel pour que les mesures prises au plan politique et économique et les politiques en matière de développement durable progressent de façon harmonisée. Ces dernières décennies, nous avons suivi, en Europe, tout un processus de mise en place de structures de coopération au service de nos

populations. L'Afrique s'engage à présent sur le même chemin.

Troisièmement, le NEPAD ne peut réussir si la communauté internationale ne joue pas, explicitement et par des mesures énergiques, son rôle à l'appui du NEPAD. Le G-8 a pris un bon départ en adoptant le Plan d'action pour l'Afrique à Kananaskis. Le Président Mbeki et d'autres dirigeants africains ont dit à juste titre que les débouchés économiques de l'Afrique sont également des débouchés économiques pour les pays en développement.

Nous devons maintenant joindre le geste à la parole. Autrement dit, la communauté internationale doit fermement appuyer les propositions du NEPAD sur la mobilisation des ressources; sur les débouchés commerciaux, y compris, bien sûr, dans le cadre du Cycle de Doha; sur la remise de la dette; la lutte contre le VIH/sida et les autres maladies infectieuses; et en permettant à l'Afrique de s'intégrer pleinement comme elle le réclame à l'économie mondiale.

Les pays développés doivent honorer rapidement et totalement les engagements qu'ils ont pris à la Conférence internationale sur le financement du développement tenue à Monterrey en mars dernier.

S'agissant de l'engagement de l'Irlande, notre Premier Ministre, Taoiseach Bertie Ahern, a réaffirmé au Sommet de Johannesburg l'intention de l'Irlande d'atteindre d'ici à 2007 l'objectif de 0,7 % du produit national brut fixé par l'ONU pour la contribution des pays à la coopération internationale au développement.

Quatrièmement, l'ONU doit représenter la force dynamique d'entraînement de l'appui au Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique, en impliquant toutes les institutions des Nations Unies, y compris le Conseil de sécurité. La famille des Nations Unies doit s'employer de concert à faire de l'Afrique une de nos principales préoccupations.

Aujourd'hui, nous avons l'occasion d'exprimer notre attachement et notre appui au NEPAD. C'est de tout coeur que je le fais, pour ma part, au nom de l'Irlande, convaincu que nous continuerons de l'appuyer à l'avenir.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à S. E. M. Antonio Martins da Cruz, Ministre des affaires étrangères du Portugal.

M. Da Cruz (Portugal) (*parle en anglais*) : Aujourd'hui plus que jamais, les populations comptent sur leurs dirigeants pour réaliser leurs attentes, optimistes et confiants en un avenir meilleur.

Cette confiance et cet optimisme, l'Afrique, plus qu'aucun autre continent, en manque depuis trop longtemps. La pauvreté, la famine, la maladie, la guerre, l'endettement et la corruption, tous ces maux se sont développés et répandus. À cause d'eux, l'Afrique est devenu le continent oublié. Mais comme on dit au Portugal, « Là où il y a de la vie, il y a de l'espoir ». Je pense que c'est fort de sentiments semblables que les dirigeants du continent ont conçu une initiative ambitieuse, par les Africains pour les Africains, mus par une vision mondiale et des valeurs mondiales.

Le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique peut être considéré comme un tremplin; c'est la première politique visant à changer tout un continent. Son adoption par les États de l'Union africaine confirme que la maîtrise et la direction du processus de développement appartiennent désormais aux pays africains. Mais en même temps, c'est un appel à un nouveau partenariat reposant sur un partage des responsabilités et sur l'intérêt mutuel.

Comme tout partenariat, celui-ci fonctionne à double sens : les obligations sont réciproques. En ce qui nous concerne, en dehors de l'Afrique, cela veut dire que nous devons fournir une aide au développement plus efficace, et que nous devons garantir l'ouverture de nos marchés au commerce avec l'Afrique. C'est le seul moyen pour que les flux de capitaux aient un réel impact en termes de réduction de la pauvreté et de multiplication des possibilités d'investissements en Afrique.

Pour nos partenaires africains, cela veut dire essentiellement donner effet à cette initiative en assurant la bonne gouvernance et le renforcement du processus démocratique, par le biais de politiques économiques saines; en élaborant des politiques en matière de santé, d'éducation, d'agriculture et de gestion des ressources en eau; et en améliorant le commerce régional.

Au bout du compte, le succès de cette initiative passe par l'investissement de tous les Africains dans cette entreprise. Toutes les couches de la société africaine doivent y participer activement. L'objectif – et la clef de la réussite –, c'est de parvenir

à faire collaborer entre eux tous les Africains, pour le bien de l'Afrique.

Le monde occidental et plusieurs pays d'Afrique sont tous responsables de ce que de grandes parties du continent soient beaucoup plus pauvres qu'elles ne devraient l'être. Malgré nos promesses, nous n'avons, en Europe, ni consacré suffisamment de ressources à la lutte contre les problèmes de l'Afrique, ni élaboré des programmes de coopération appropriés. Mais parallèlement, certains dirigeants africains ont résisté à mettre en oeuvre des mesures en faveur d'une répartition équitable des revenus, des droits de l'homme, de la démocratie et de la primauté du droit. Il est temps que cela change.

Comme on le sait, ces dernières années la politique étrangère portugaise a mis l'accent sur les questions qui concernent et intéressent particulièrement l'Afrique.

Les difficultés auxquelles se heurte le continent africain sont graves et complexes. Malheureusement, chaque jour nous les rappelle. Certains pays africains sont toujours impliqués dans des conflits internationaux et des guerres civiles ou continuent d'être en proie à de violents troubles sociaux. Certains pays africains n'ont pas encore entièrement accompli leur transition vers la démocratie. Un Africain sur deux vit toujours dans la pauvreté totale et la propagation des maladies aggrave encore cette situation.

Mais, comme chaque médaille a son revers, il est manifeste qu'en Afrique est en train de voir le jour une nouvelle génération de dirigeants partisans actifs d'un vaste mouvement irréversible en faveur de la démocratie, de la paix et du progrès économique et social. Ces dernières décennies, la majorité des nations africaines ont accompli des progrès importants. Elles ont en effet établi des structures politiques, économiques et sociales, mis un terme à des conflits de longue date et mis en oeuvre des programmes de coopération et d'intégration régionale.

Je tiens à réaffirmer ici que le Portugal est plus que jamais attaché à ses relations avec l'Afrique. Nous ne pouvons pas rater l'occasion de veiller à ce que l'Afrique passe des paroles aux actes et des déclarations aux résultats concrets. Au sein de l'Union européenne, nous avons dès le début réitéré notre appui au NEPAD. Le Portugal restera un défenseur actif de cette initiative. Le prochain Sommet Europe-Afrique, qui se tiendra au Portugal en avril 2003, sera une bonne

occasion de donner un nouvel élan à nos priorités communes. Nous pensons que les programmes du dialogue Union européenne-Afrique et du NEPAD peuvent converger sur de nombreuses questions et qu'il sera possible de trouver une approche commune à des solutions communes. Le NEPAD ne sera pas réalisé du jour au lendemain. La situation en Afrique résulte d'un déclin qui dure depuis des générations. La détermination de toutes les parties impliquées sera donc nécessaire.

Enfin, le rôle de l'Organisation des Nations Unies continuera d'être essentiel pour veiller à ce que l'Afrique demeure l'une des préoccupations mondiales.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne la parole au Ministre des affaires étrangères de Singapour, S. E. M. Jayakumar.

M. Jayakumar (Singapour) (*parle en anglais*) : C'est pour moi un grand honneur, Monsieur le Président, que d'être à vos côtés à cette réunion plénière de haut niveau pour examiner quel appui apporter au Nouveau Partenariat pour le développement.

L'Afrique a devant elle un avenir difficile caractérisé par un environnement extérieur compétitif et difficile. L'adoption du Nouvel Ordre du jour des Nations Unies pour le développement de l'Afrique dans les années 90 par l'Assemblée générale en 1991 a suscité des attentes laissant entrevoir aux Africains des perspectives plus prometteuses. Mais le rapport final du Nouvel Ordre du jour conclut clairement que, à la fin de ce que l'on avait appelé la décennie du développement de l'Afrique, quelque 80 millions d'Africains supplémentaires vivent dans la pauvreté. Toutefois, on a assisté, dans le même temps, à l'émergence d'une renaissance tranquille d'un dynamisme encourageant sur le continent. Le NEPAD est une initiative audacieuse qui arrive à point nommé. Avec son ambitieux programme de renouveau, le NEPAD promet de transformer les perspectives de développement de l'Afrique.

Il est encourageant de noter que le NEPAD souligne l'importance d'une bonne gouvernance et préconise l'instauration d'une gouvernance politique et économique efficace en Afrique. Tout aussi important, le Forum des chefs d'État du NEPAD servira de point central permettant d'évaluer périodiquement les progrès accomplis par les pays africains pour honorer leurs engagements en matière de gouvernance. Le

Mécanisme africain d'évaluation par les pairs est une initiative particulièrement audacieuse et novatrice. Son succès fera la différence entre le NEPAD et les autres initiatives visant à surmonter les problèmes fondamentaux de l'Afrique.

Le concept central de partenariat renforcé du NEPAD, qui repose sur le respect et la responsabilité mutuels, est de nature à transformer la relation caractérisée par une aide stagnante entre l'Afrique et la communauté internationale de donateurs. La communauté internationale ne doit pas laisser passer cette occasion. Le succès du NEPAD dépend en fin de compte des actions individuelles et collectives des pays africains, mais il mettra aussi à l'épreuve la volonté de la communauté internationale d'approfondir et de maintenir son engagement avec l'Afrique dans des conditions d'égalité.

C'est dans cet esprit que mon pays a établi le Programme de coopération de Singapour, il y a une décennie. Il s'agit d'un programme d'assistance technique destiné à aider d'autres pays en développement à adapter notre expérience à leurs besoins. Depuis la création du programme en 1992, nous avons formé plus de 2 000 participants venant de plus de 45 pays africains. Ils arrivent à Singapour pour suivre toutes sortes de cours portant notamment sur l'aviation civile, les technologies de l'information, le commerce, le tourisme et l'environnement. En tant que petit pays, nous sommes prêts à apporter notre aide de manière pratique et concrète, tant au plan bilatéral que conjointement avec d'autres pays et institutions.

L'Organisation des Nations Unies, en particulier, a un rôle à jouer pour appuyer le NEPAD. Alors que le rapport entre le NEPAD et l'Organisation des Nations Unies est central, il reste encore largement à définir. Maintenant qu'il y a une reconnaissance universelle des besoins spécifiques de l'Afrique, la question clef est de savoir comment l'Organisation des Nations Unies peut aider l'Afrique et ses partenaires de développement à réaliser des progrès durables et tangibles dans le cadre du NEPAD.

Qu'il me soit permis de dire comment l'Organisation des Nations Unies pourrait le faire. Pendant la présidence singapourienne du Conseil de sécurité au mois de mai dernier, j'ai présidé un débat interactif sur le rôle, la fonction et le programme de travail du Groupe de travail spécial sur la prévention et le règlement des conflits en Afrique. L'une des

conclusions tirées de ce débat était que, alors que l'Afrique entreprend ses propres initiatives au titre du NEPAD, le Groupe de travail peut servir de canal permettant à la communauté internationale d'agir à son tour et d'élaborer des programmes d'appui. Sous la présidence éclairée de l'Ambassadeur Jagdish Koonjul de Maurice, le Groupe examine les moyens par lesquels le Conseil de sécurité pourrait au mieux appuyer le NEPAD.

La séance d'aujourd'hui montre que l'initiative du NEPAD commence déjà à générer un sentiment de renouveau et de partenariat, tant parmi les Africains qu'entre l'Afrique et le reste du monde. Le NEPAD laisse entrevoir des perspectives d'apport de ressources majeures tant en matière d'aide que d'activités commerciales vers l'Afrique. Il est susceptible de réorienter le partenariat pour développement sur la base d'une bonne gouvernance en Afrique. L'Organisation des Nations Unies et la communauté internationale doivent en conséquence rapidement faire fond sur cet élan pour aider l'Afrique à donner la pleine mesure de ses capacités.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne la parole au Secrétaire d'État des États-Unis, S. E. M. Colin Powell.

M. Powell (*parle en anglais*) : C'est un plaisir que d'être ici aujourd'hui pour exprimer l'appui du Gouvernement des États-Unis au Nouveau Partenariat pour le développement.

Le Président Bush et le peuple des États-Unis sont des amis de l'Afrique. Nous partageons les mêmes espoirs et les mêmes rêves que nos frères et soeurs africains. Nous souhaitons tous vivre dans la liberté et la dignité, débarrassés de la maladie. Nous voulons tous avoir des emplois nous permettant de manger à notre faim, de mettre un toit au-dessus de nos têtes et de donner une bonne éducation à nos enfants. Et, comme le Secrétaire général l'a indiqué ce matin, nous ne devons pas perdre de vue notre lutte contre la plus grande menace de l'Afrique : le VIH/sida et d'autres maladies contagieuses. Nous sommes ici aujourd'hui parce que nous sommes déterminés à appuyer les efforts déployés par les gouvernements africains, par d'autres organisations et personnes pour améliorer la vie de leur population par une croissance économique et un développement durables.

Nous nous réunissons au moment où l'optimisme est de mise. La communauté internationale s'est

rassemblée autour d'une vision commune de responsabilités partagées en faveur du développement. À la Conférence internationale sur le financement du développement, qui a eu lieu à Monterrey, et au Sommet mondial pour le développement durable à Johannesburg, les dirigeants mondiaux ont reconnu qu'un vrai partenariat était nécessaire pour exploiter toutes les possibilités en faveur du financement du développement : le commerce, l'investissement privé et les ressources nationales, ainsi que l'aide gouvernementale d'autres nations. Les dirigeants ont convenu que le développement devait commencer au niveau national par le biais d'une bonne gouvernance économique et politique à tous les niveaux pour attirer les capitaux de développement et pour bien les utiliser. Le plan de Johannesburg fait partie intégrante de cet effort visant à développer et appliquer un plan directeur pour le développement durable, et les États-Unis ont été fiers de se joindre au consensus dégagé à Johannesburg il y a de cela quelques temps.

Mais les plans ne suffisent pas. Seules des mesures efficaces peuvent faire travailler les gens, fournir de l'eau potable aux enfants qui ont soif ou prévenir la transmission d'un virus mortel de la mère à l'enfant. C'est là notre défi.

Les États-Unis vont relever ce défi. Nos efforts vigoureux ont largement contribué au lancement réussi de la série de pourparlers de Doha sur le développement, les premiers pourparlers sur le commerce mondial centrés sur le développement.

Maintenant que le Congrès a accordé au Président Bush l'autorité nécessaire pour promouvoir le commerce, les États-Unis sont déterminés à mener le monde vers une plus grande prospérité basée sur le commerce.

À la Conférence de Monterrey, le Président Bush a dévoilé son initiative prévoyant la création d'un fonds du Millénaire visant à trouver des sources de financement pour majorer de 50 %, par rapport à notre niveau d'aide actuel, notre aide directe aux nations dans le besoin au cours des trois prochaines années. Les 5 milliards additionnels iront chaque année aux pays en développement qui sont gouvernés intelligemment et de manière juste, qui s'engagent fermement à investir dans la santé et l'éducation, et qui mettent en oeuvre des politiques économiques qui encouragent les entrepreneurs et génèrent de la croissance. Nous y avons participé activement au

Sommet mondial de l'alimentation tenu à Rome. Nous avons promis une somme additionnelle de 90 millions de dollars pour des programmes visant à aider les petits agriculteurs à maîtriser les sciences et les technologies, ainsi que le pouvoir des marchés libres, afin d'améliorer leurs récoltes et d'accroître leurs revenus.

À Johannesburg, nous avons établi des partenariats efficaces pour élargir l'accès à l'eau potable et à une énergie abordable, réduire la pollution, pour fournir des emplois et améliorer les approvisionnements en aliments, et ce, pour des millions de personnes. En outre, par le biais de la loi sur la croissance et les potentialités de l'Afrique, nous récompensons les bonnes politiques de développement en élargissant l'accès aux marchés des États-Unis.

L'Afrique s'efforce aussi à relever le défi du développement, surtout avec le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique dont nous débattons ce matin. Avec le NEPAD, les dirigeants africains ont accepté la responsabilité principale du développement de l'Afrique. Ils se sont engagés à apporter les changements dont leurs pays ont besoin pour attirer et utiliser le capital destiné au développement provenant de toutes les sources. Ils ont promis d'ouvrir leurs gouvernements, de renforcer leurs économies et d'éduquer leur peuple.

Nous nous félicitons de cette nouvelle orientation dans les efforts de développement de l'Afrique. Mais les pays qui ne respecteront pas leurs engagements dans le cadre du NEPAD souffriront. Le déclin économique du Zimbabwe constitue un avertissement au sujet des dangers qui existent si l'on ignore le lien entre les bonnes politiques et le développement humain.

L'été dernier, les Présidents Mbeki, Obasanjo, Bouteflika et Wade ont poursuivi le dialogue sur le développement de l'Afrique au Sommet du Groupe des Huit qui a eu lieu au Canada. Le Président Bush et les autres dirigeants du G-8 ont engagé leurs Gouvernements à établir des partenariats plus étroits avec les pays dont la performance reflète les engagements qui sont pris par les nations qui participent au NEPAD. Toutefois, on n'en est pas encore à la véritable épreuve. La population de l'Afrique, et en fait la population du monde, jugera en fin de compte cette initiative en fonction de la mesure dans laquelle ces paroles et ces engagements audacieux

se traduisent en action concrète en faveur du changement et du mieux-être.

Les preuves montrent que les pays qui précèdent au genre de réformes que prévoit le NEPAD ont un avenir meilleur. Nous le voyons dans l'impact qu'a eu la loi sur la croissance et les potentialités de l'Afrique. Les pays comme l'Afrique du Sud, le Lesotho et Madagascar, qui profitent de l'aubaine que représente cette loi, voient le commerce, les investissements étrangers et l'économie croître en raison de leur engagement.

Je puis vous assurer tous, chers amis et chers collègues, que les États-Unis sont déterminés à aider la population de l'Afrique à bâtir un avenir pacifique, prospère et démocratique. Les principes de la bonne gouvernance, de l'ouverture des marchés et des droits de l'homme du NEPAD nous montrent la voie à suivre pour y parvenir.

Le Président (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution de S. E. M. Dominique Galouzeau de Villepin, Ministre des affaires étrangères de la France.

M. Galouzeau de Villepin (France) : Actuellement, et nous nous en réjouissons tous, les principales crises sur le continent africain tendent à se stabiliser : des perspectives de paix apparaissent en Angola, en Éthiopie et en Érythrée, au Soudan, et même dans les Grands Lacs. Ceci résulte pour l'essentiel des efforts des Africains eux-mêmes, mais aussi de l'engagement de la communauté internationale. L'essentiel des moyens consacrés au maintien de la paix par les Nations Unies est aujourd'hui déployé en Afrique.

À l'heure où nous progressons ainsi dans la résolution des conflits, il est essentiel de tout mettre en oeuvre pour favoriser également le développement économique du continent africain. Car il n'y pas de paix durable sans développement, ni de développement possible sans paix installée.

À ce titre, le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique constitue une initiative extrêmement prometteuse, par laquelle les Africains manifestent la décision de prendre en main leur destin. Tous, nous devons apporter une réponse qui soit à la hauteur des enjeux, mais aussi des efforts des Africains eux-mêmes. Pour les pays développés, c'est le moment

de réaffirmer leur solidarité à l'égard du destin de l'Afrique.

Cette rencontre, dans le cadre de l'Assemblée générale des Nations Unies, est l'occasion de procéder à un bilan d'étape et de fixer de nouvelles perspectives. Partant de la philosophie si originale du NEPAD, le partenariat et l'appropriation par les Africains eux-mêmes, plusieurs constats positifs peuvent être faits. D'abord, le NEPAD est un projet commun à toute l'Afrique, y compris l'Afrique du Nord. Ensuite, des institutions se mettent en place, à travers un Comité directeur et un Comité de pilotage. Enfin, de nombreux chefs d'État africains s'impliquent personnellement dans cette démarche. Je tiens à saluer notamment les Présidents Wade, Obasanjo, Mbeki, Moubarak et Bouteflika.

Dès lors, nous avons aujourd'hui toutes les raisons d'être optimistes. Optimistes quant à la qualité des efforts africains, en premier lieu. Car l'Afrique, en se mobilisant, fait du NEPAD un élément essentiel du calendrier national, régional et international. Le continent se fixe des priorités réalistes et pertinentes : les infrastructures, l'éducation, l'eau, la lutte contre la pauvreté et la bonne gouvernance. Autour de ces objectifs conjoints, l'Afrique met en place un processus d'évaluation de ses efforts : le mécanisme d'évaluation par les pairs. Les Africains ont donc à la fois fixé les buts à atteindre ainsi que la méthode à suivre.

Nous pouvons également être optimistes quant à la démarche des pays développés. Une prise de conscience générale de l'urgence que constitue la lutte contre la pauvreté voit le jour. Prenant bonne note des évolutions favorables en Afrique, les pays développés sont disposés à mettre en place des relations nouvelles avec ce continent, selon une logique de partenariat. Les engagements pris à Monterrey pour un renforcement de l'aide publique au développement, alliant une mobilisation plus large des différents acteurs, publics et privés, constituent des jalons importants.

Quelles sont aujourd'hui les perspectives? L'année écoulée a été marquée par une série de rencontres qui convergent toutes vers la même idée : il faut mettre en pratique les objectifs du NEPAD. Nous attendons donc maintenant de nos amis africains qu'ils ciblent précisément les objectifs prioritaires, qu'ils expliquent les mécanismes concrets qu'ils veulent mettre en place, et qu'ils exposent également le rôle exact de l'Union africaine.

Le développement constitue un défi immense. Sa réussite exige que le mouvement s'enracine profondément en Afrique. Le dialogue diplomatique est nécessaire, mais il n'est pas suffisant. Les Africains doivent donc mobiliser toutes les forces vives de leurs sociétés, afin de concrétiser leur volonté.

Le Sommet de Kananaskis a lancé un processus. Le Plan d'action du G-8 pour l'Afrique amorce une réponse au NEPAD : il définit les grands thèmes et prévoit des moyens pour les traiter. Les pays développés doivent maintenant s'y conformer. L'urgence, aujourd'hui, consiste à concrétiser nos engagements et à mettre en forme un partenariat structure entre le Nord et le Sud. La France aura la présidence du G-8 à partir de 2003. Elle entend absolument mettre à profit cette année pour faire de l'Afrique une priorité et poursuivre le travail effectué à Kananaskis, afin de construire un partenariat généreux, précis et exigeant. Comme le Président de la République en a émis le souhait, la France portera cette exigence et ces efforts avec détermination lors du Sommet du G-8 à Évian, en juin 2003.

Nous entendons agir selon deux axes prioritaires. Premièrement, augmenter notre effort d'aide publique au développement, de 50 % sur cinq ans, pour mettre en oeuvre les engagements de Monterrey. Cet effort sera principalement consacré à l'Afrique.

Deuxièmement, mobiliser le secteur privé. C'est le sens de l'initiative franco-britannique annoncée par le Président de la République française et le Premier ministre britannique au Sommet de Johannesburg. Nous aurons plusieurs occasions de renforcer et de préciser ce dialogue avec l'Afrique. Tant la Conférence franco-africaine que le Sommet européen sur l'Afrique, puis le Sommet du G-8, feront du NEPAD un thème majeur. Il faut parvenir à une lecture commune du partenariat et de son articulation avec le G-8. Parallèlement, la notion de responsabilité mutuelle doit pouvoir répondre, en contrepoint, au mécanisme d'évaluation par les pairs que met en place l'Afrique.

Nous sommes, je l'espère, à l'aube d'une ère nouvelle pour l'Afrique. À travers le NEPAD, l'Afrique a conçu l'outil nécessaire. Il reste maintenant à le construire et à l'utiliser. C'est le défi de l'Afrique, et c'est aussi le nôtre.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne la parole à S. E. M. Felipe Pérez Roque, Ministre des affaires étrangères de Cuba.

M. Pérez Roque (Cuba) (*parle en espagnol*) : Cuba appuie pleinement l'émergence d'un Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique, conçu et géré par les pays africains eux-mêmes. Nous avons entendu les discours des dirigeants africains représentant les peuples avec lesquels nous avons des relations fraternelles et qui, hier, étaient les peuples de colonies exploitées et dont les droits de l'homme les plus élémentaires étaient bafoués durant des siècles. Nous nous rappelons qu'il y a quelques années seulement, il n'y avait pas de Namibie indépendante. Il n'y avait pas de sécurité pour l'intégrité territoriale de l'Angola. Et nous étions attristés de voir l'Afrique du Sud sous le régime révoltant de l'apartheid. C'est avec émotion que je me souviens des 350 000 Cubains qui sont partis volontairement en Afrique lutter contre le colonialisme et l'apartheid, et surtout des quelque 2 000 qui sont morts en combattant pour ces idéaux. Nous accueillons avec fierté le trésor le plus précieux : la chaleur et l'admiration des peuples africains.

Nous avons l'autorité morale de parler à ce rassemblement. Nous ne voyons pas l'Afrique comme une terre promise pour les investissements et le profit facile, mais plutôt comme la terre de nos frères auxquels nous devons une grande part de notre histoire et de notre culture. Près de 30 000 jeunes Africains ont fait des études à Cuba ; plus de 3 000 étudient grâce à des bourses dans notre pays, dont plus de 1 000 en médecine. Près de 1 000 médecins cubains travaillent gratuitement dans des zones rurales dans 12 pays africains. Nous savons de quoi nous parlons, et nos frères africains dans cette salle le savent également.

Pour que le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique ait un avenir, nous avons besoin de ce qui suit : premièrement, l'Afrique doit avoir toute sa dette extérieure annulée. Aujourd'hui, l'Afrique est un exportateur net de capitaux. Si tous les Africains s'arrêtaient de manger, de se vêtir, d'étudier et de se soigner durant une année, tout leur produit national brut ne suffirait pas pour rembourser leur dette extérieure.

Deuxièmement, l'Afrique doit avoir un traitement particulier et varié, l'accès aux marchés et des prix équitables pour ses exportations. Pourquoi, en dépit de ses ressources naturelles abondantes et précieuses, la part de l'Afrique n'est-elle que de 2 % du commerce mondial ? Est-ce que les pays développés accepteront un traitement équitable pour l'Afrique à la prochaine série de négociations de l'Organisation mondiale du

commerce, ou vont-ils continuer de défendre les intérêts étroits de leurs transnationales?

Troisièmement, l'Afrique doit accéder aux technologies et à la formation de ses ressources humaines. Est-ce que les pays développés s'arrêteront de priver l'Afrique de ses talents surtout aujourd'hui, alors qu'ils leur volent même leurs athlètes? La moitié des Africains n'ont pas d'électricité et il y a plus de téléphones à Manhattan que dans toute l'Afrique subsaharienne. De quel type de développement parlons-nous? Est-ce cela signifie quelque chose pour des millions d'Africains de parler de commerce électronique ou de cyberspace?

Quatrièmement, l'Afrique doit recevoir des ressources financières supplémentaires, sans ingérence et sans conditionnalité. N'oublions pas que l'Afrique dépense aujourd'hui quatre fois plus pour le service de la dette extérieure qui s'accroît sans cesse que pour la santé et l'éducation combinées. Alors qu'ils critiquent les problèmes de l'Afrique, les dirigeants du G-8 pensent-ils réellement au fait que dans une large mesure, ces problèmes résultent de siècles de colonialisme et d'exploitation? Pourquoi ne donnent-ils pas l'exemple en accordant 0,7 % de leur PNB à l'aide publique au développement, en augmentant leur contribution, la faisant passer de 53 milliards à 170 milliards, sachant que 64 milliards de dollars par an suffiraient pour tous les besoins financiers du NEPAD?

Cinquièmement, pour que le NEPAD ait un sens et un avenir, l'Afrique a besoin d'aide pour combattre le VIH/sida. Est-ce qu'il sera possible un jour d'avoir un traitement approprié pour les plus de 25 millions d'Africains infectés par le virus du sida? Quel avenir attend plus de 13 millions d'Africains devenus orphelins du fait du VIH/sida?

Je réitère l'offre de Cuba d'envoyer 4 000 médecins et personnel médical cubains en Afrique pour créer l'infrastructure qui permettra de soigner la population, avec les médicaments et le suivi nécessaires. Ils contribueraient également à la formation des ressources humaines. Des actes et non des paroles, c'est ce dont l'Afrique a besoin; un engagement ferme, et non pas de la rhétorique; et l'acceptation humble de la dette historique envers l'Afrique par ceux qui continuent de bénéficier de l'exploitation de l'Afrique. Il existe des dizaines de pays dans cette salle qui devraient prendre cet engagement. Est-ce qu'ils décideront de renoncer à

certains de leurs privilèges pour fournir les ressources financières au NEPAD? Là est la question.

Si les mesures dont je parle ne sont pas prises, tout le reste ne sera que de bonnes intentions, de vagues promesses et de nouvelles frustrations.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne la parole à S. E. M. Anatoliy Zlenko, Ministre des affaires étrangères de l'Ukraine.

M. Zlenko (Ukraine) (*parle en anglais*) : J'ai le plaisir de prendre la parole à cette réunion de haut niveau de l'Assemblée générale consacrée au Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique, au nom d'un pays qui a une longue histoire d'amitié et de partenariat avec l'Afrique. Cette histoire remonte à nos actions concertées pour éliminer le colonialisme et l'apartheid, et elle continue avec nos efforts communs pour régler les conflits et promouvoir le développement en Afrique.

L'Ukraine se félicite de la création de l'Union africaine en tant que mesure historique prise par les peuples africains, reconnaissant clairement que leur force dépend de leur unité. Nous espérons que l'Union africains deviendra une force motrice pour promouvoir la paix et la stabilité, la démocratie et la bonne gouvernance, la primauté du droit et le développement durable des pays africains.

Dans ce contexte, nous nous félicitons de la réunion intergouvernementale de haut niveau des États membres de l'Union africaine sur la prévention et la répression du terrorisme, qui s'est tenue à Alger du 11 au 14 septembre. L'Ukraine salue et appuie l'initiative du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique comme suite logique et illustration de la détermination des pays africains à réaliser la stabilité et la croissance économique dans toute l'Afrique.

Nous estimons que les principes sous-jacents au NEPAD – propriété, partenariat et responsabilité – constituent une base solide pour atteindre ce noble objectif. Tous ceux qui sont présents ici dans cette salle se rendent compte que le succès du NEPAD ne sera assuré que si cette initiative est mise en oeuvre sur la base d'un vaste consensus africain et bénéficie d'un appui international.

Aujourd'hui, l'Afrique porte le fardeau le plus lourd des défis auxquels le monde contemporain est confronté, et dont les pires sont les conflits armés, la pauvreté et le VIH/sida. Ces défis sont les principaux

obstacles qui nous empêchent d'atteindre les objectifs qui ont été énoncés par les dirigeants du monde au Sommet du Millénaire, à Monterrey et à Johannesburg. Nous avons une responsabilité partagée d'aider les peuples africains dans leurs efforts en vue d'une paix et d'un développement durables.

Nous saluons et appuyons les efforts du Secrétaire général, M. Kofi Annan, pour mobiliser l'aide internationale et promouvoir la coopération au profit des populations africaines. Nous estimons que l'ONU a un rôle important à jouer dans ce Nouveau Partenariat et qu'elle devrait disposer des moyens nécessaires et des outils lui permettant de mener à bien ses activités en faveur de l'Afrique de la façon la plus efficace possible. Mon pays a toujours été attaché aux objectifs de paix et développement en Afrique. Cet attachement a été confirmé par la participation importante de l'Ukraine aux opérations de maintien de la paix de l'ONU en Afrique, ainsi que par nos efforts constants pour élargir et promouvoir les relations économiques et commerciales bilatérales avec les pays africains.

L'intérêt de l'Ukraine pour le développement d'un partenariat solide et mutuellement bénéfique avec les pays africains a été récemment réaffirmé par le Président ukrainien, Leonid Kuchma, lors de ses rencontres avec les dirigeants africains à Johannesburg. L'Ukraine est prête à faire une contribution utile au processus de mise en oeuvre du NEPAD. Nous sommes notamment prêts à participer aux programmes de coopération bilatérale et multilatérale pour des priorités sectorielles spécifiques du NEPAD, qui pourraient inclure les domaines de l'éducation, de l'agriculture et des transports.

Pour terminer, je souhaiterais réaffirmer la détermination de l'Ukraine à appuyer les efforts de développement de l'Afrique dans un esprit de véritable partenariat et de coopération mutuellement bénéfique. Nous sommes persuadés qu'avec les efforts concertés de la communauté internationale, le NEPAD sera une grande réussite pour l'Afrique.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne la parole à S. E. M. Blas Ople, Secrétaire aux affaires étrangères des Philippines.

M. Ople (Philippines) (*parle en anglais*) : La victoire mondiale sur l'apartheid a été remportée grâce à l'initiative, à la détermination et au sacrifice du peuple africain. Aujourd'hui, une fois encore, nous

devons faire preuve de la même volonté pour remporter la bataille du développement. Le plan de campagne pour mettre en oeuvre le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique, ainsi qu'une force majeure pour sa mise en oeuvre est l'Union africaine qui vient d'être créée. Nous souhaitons ainsi à l'Union africaine de réussir dans sa quête d'une croissance et d'un développement durables. Nous savons qu'elle est capable de rien de moins que de grandes choses.

Les principaux événements survenus dans le monde mettent au premier plan les besoins des pays en développement. À Monterrey, nous avons établi un nouveau modèle consensuel de développement qui tient compte de tous les aspects de l'équation du développement, y compris les besoins et les priorités des pays en développement. À Johannesburg, nous avons terminé notre examen décennal de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement de 1992 au Sommet mondial pour le développement durable, qui, d'après le Secrétaire général, M. Kofi Annan, a ouvert un nouveau chapitre en matière de responsabilité, de partenariat et de mise en oeuvre.

Si les faits mondiaux favorisant la croissance sont importants, la coopération régionale, elle, sera indispensable. Nous l'avons appris au sein de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE), et notre modeste succès pourrait servir de modèle pour aider l'Afrique à relever les défis colossaux auxquels elle fait face, notamment en ce qui concerne les facteurs qui nuisent à la coopération et à l'intégration régionales. Les Ministres africains des affaires étrangères que j'ai rencontrés à New York reconnaissent que l'Afrique et l'ANASE devraient forger des liens plus étroits. C'est ce que nous devrions faire, car nous pouvons apprendre les uns des autres. Nous ferons notre part, mais les partenaires développés doivent également fournir toute l'aide possible aux pays africains afin de renforcer les institutions clefs telles que la fonction publique, le judiciaire, le secteur des affaires et la société civile.

La coopération Sud-Sud peut également jouer un rôle central et devrait donc être encouragée et poursuivie avec vigueur. Dans ce domaine, les Philippines peuvent faire part de leur expérience, notamment de leur expérience positive et avancée en matière de partenariat gouvernemental avec toutes les parties prenantes, y compris avec le secteur des affaires et la société civile. Les Philippines ont eu des

discussions très préliminaires avec les pays donateurs sur la fourniture d'une assistance technique conjointe à l'Afrique, en particulier en matière de renforcement des capacités. Je suis persuadé que nos pourparlers seront fructueux.

La mondialisation ne doit pas marginaliser des millions de personnes en Afrique. Il est impératif que le flux d'aide vers le continent soit stable et prévisible. Nous demandons donc instamment, une fois encore, à tous nos partenaires développés, de respecter l'objectif d'aide de 0,7 % du produit national brut, et nous félicitons ceux qui l'ont déjà fait. Il est nécessaire de donner aux produits africains un accès plus grand aux marchés mondiaux. La communauté internationale doit rester sérieuse en matière d'allègement de la dette. Nous appuyons donc l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés.

Le développement est l'un des avantages de la paix. Nous appuierons tous les efforts destinés à apporter la paix et la stabilité en Afrique. Des efforts visant à juguler la circulation des armes légères illicites aux efforts visant à régler les conflits existants et à en empêcher de nouveaux, les Philippines feront front commun avec le reste de la communauté internationale.

Nous étions avec les Africains quand ils ont abattu le monstre qu'était l'apartheid. Nous serons avec eux quand ils se lèveront et rechercheront les fruits de la croissance, du progrès et du développement qu'ils méritent si justement.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne la parole à S. E. M. Mohamed Benaissa, Ministre des affaires étrangères et de la coopération du Maroc.

M. Benaissa (Maroc) : Monsieur le Président, je voudrais tout d'abord vous remercier d'avoir organisé cette réunion sur le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique, qui met encore une fois l'Afrique au centre de l'attention de l'Assemblée générale et de l'ensemble de la communauté internationale. En tant que membre de la famille africaine, le Maroc ne peut que se féliciter de la tenue de ce débat, qui intervient quelques jours avant l'examen final du Nouvel Ordre du jour des Nations Unies pour le développement de l'Afrique dans les années 90.

Dans le souci de se prendre en charge, le continent africain a pris, en effet, les devants en préparant le NEPAD, programme de développement

socioéconomique et politique du continent, mais en même temps, cadre de coopération et de partenariat avec les amis de l'Afrique. Le NEPAD constitue donc le point de départ pour un développement intégré, dont la mise en oeuvre dépendra de la volonté politique de chaque pays africain de le traduire dans sa propre politique nationale et de préparer un environnement propice à un développement durable.

Il va sans dire que l'ONU, par le biais de ses organes principaux – l'Assemblée générale, le Conseil de sécurité et le Conseil économique et social – sera appelée à jouer un rôle central pour la réussite du NEPAD. Il paraît dès lors primordial de déterminer les modalités de l'engagement de l'ONU dans ce partenariat.

Si les outils de coordination et de programmation du système des Nations Unies devaient être mis au service du dialogue et de la coopération avec les pays africains, le défi majeur consistait à adapter ces outils et mécanismes au NEPAD et aux priorités nationales des pays concernés. Bien entendu, les institutions financières internationales et régionales qui disposent, pour leur part, d'outils de coopération et d'assistance en Afrique, devront coordonner leurs efforts avec l'ONU en faveur de l'Afrique.

Si le financement du NEPAD reste pour les pays africains le plus grand défi à relever, la principale tâche de l'ONU consiste à plaider la cause de l'Afrique auprès des bailleurs de fonds, des donateurs, des entreprises et des organisations non gouvernementales dans le but de faciliter de nouveaux modèles de coopération basés sur des partenariats et des responsabilités partagés.

Nous nous félicitons, à cet égard, de l'appui et de l'engagement exprimés par le Groupe des Huit, la Banque mondiale et le Fonds monétaire international au NEPAD. Nous formulons l'espoir que cet appui se traduira par des mesures concrètes et par de nouvelles formes de coopération et de partenariat.

Nous aimerions également souligner que la réussite du NEPAD passe nécessairement et en particulier par le renforcement de la coopération économique internationale, par la cohérence des politiques économiques, commerciales et financières et par l'amélioration de l'accès des exportations des pays d'Afrique aux marchés des pays riches permettant de dégager des ressources suffisantes pour financer les activités de développement économique et social.

Également, une attention plus particulière doit être accordée aux problèmes des pays lourdement endettés pour repenser la dette en termes d'annulation ou de reconversion. Le service de la dette continue, en effet, d'absorber les ressources financières énormes des pays africains.

En ce qui concerne le Maroc, S. M. le Roi Mohamed VI avait annoncé lors du Sommet eurafricain du Caire la décision d'annuler la dette extérieure des pays les moins avancés africains et d'ouvrir son marché aux exportations de ces mêmes pays. Ces mesures ont permis de renforcer les relations économiques et commerciales entre le Maroc et les autres pays africains et contribueront à la réalisation des objectifs du NEPAD.

D'autre part, le secteur privé s'oriente de plus en plus vers le marché africain, et l'investisseur marocain est très présent dans de nombreux pays de cette région, en particulier par le biais de coentreprises qui se sont avérées un instrument prometteur pour la promotion de l'intégration des économies africaines.

Enfin, l'engagement du Maroc en faveur du développement de l'Afrique et de sa stabilité se traduit également par sa contribution constante et multiforme à l'apaisement des tensions et au règlement pacifique des conflits en Afrique. Mon pays demeurera fidèle à cet engagement afin que notre continent cesse d'être marginalisé et joue pleinement son rôle sur la scène internationale.

Le Président (*parle en anglais*) : L'Assemblée va entendre une allocution de S. E. M. Morshed Khan, Ministre des affaires étrangères du Bangladesh.

M. Khan (Bangladesh) (*parle en anglais*) : Je suis heureux de participer à la présente réunion de haut niveau consacrée à l'Afrique, car j'ai moi-même constaté les défis auxquels se heurtent de nombreuses nations soeurs de ce continent, qu'il s'agisse de mettre fin aux conflits armés, de reconstruire les sociétés ravagées par la guerre ou de lutter pour le progrès socioéconomique face aux adversités internes et externes.

L'Organisation des Nations Unies, la communauté internationale et les nations africaines elles-mêmes ont depuis longtemps été conscientes des problèmes et des besoins de l'Afrique. Le rapport du Club de Rome dans les années 70 et le rapport de la Commission du Sud que le Président Mwalimu Nyerere

a dirigée en 1990 ont tous deux mis en lumière les besoins urgents de l'Afrique. Le Nouvel Ordre du jour des Nations Unies pour le développement de l'Afrique dans les années 90 était justement une tentative pour relever les défis multidimensionnels de l'Afrique.

Nous partageons l'évaluation du Secrétaire général selon laquelle il y a un certain nombre d'enseignements importants à tirer de l'expérience du Nouvel Ordre du jour, que la coopération pour le développement en faveur de l'Afrique exige une nouvelle orientation, que la communauté internationale doit honorer ses engagements, qu'une sensibilisation renforcée reste essentielle au développement de l'Afrique, et que la paix et la sécurité sont des préalables indispensables pour le développement durable de l'Afrique.

L'enseignement central est qu'il faut maîtriser les stratégies de développement. Le lancement du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique en juillet 2001 et son adoption par l'Union africaine le mois dernier le réaffirment. À tous points de vue, les dirigeants africains méritent d'être félicités pour avoir clairement exposé leurs problèmes et avoir envisagé des moyens pour y remédier.

Le Bangladesh a participé aux efforts de l'ONU dans les domaines de la paix et du développement en Afrique. Dans le cas du Sierra Leone, je voudrais souligner que le Bangladesh a pris part à la Mission des Nations Unies au moment où d'autres la quittaient et où elle était menacée.

Je me suis moi-même rendu en Sierra Leone cet été. Et je dois dire combien il était encourageant de voir une nation soeur en développement sortir de l'une des guerres civiles les plus sanglantes. J'ai constaté les ravages de la guerre civile à Lungi, à Lunsar, à Magburaka et à Freetown. J'ai également été témoin de la détermination de la population à reconstruire son pays. La visite a renforcé ma conviction en ce qui concerne notre responsabilité à agir, notre capacité individuelle et collective à faire face aux conflits, et la force de cette Organisation.

Il y a rarement eu une mission de maintien de la paix des Nations Unies en Afrique ces deux dernières années à laquelle le Bangladesh n'a pas participé. Nous avons envoyé nos soldats de la paix même dans les endroits les plus dangereux. Nous l'avons fait en respectant notre engagement en vertu de la Charte et dans un esprit de solidarité avec nos frères africains.

Les conflits africains ont dominé l'ordre du jour du Conseil de sécurité ces dernières années. En tant que membre du Conseil, le Bangladesh a poursuivi son action politique, plaidé pour un engagement plus grand de l'Organisation des Nations Unies et s'est efforcé d'assortir son engagement politique à sa présence sur le terrain. La prévention des conflits constitue un élément majeur des préoccupations africaines. Le Bangladesh a joué un rôle clef afin d'assurer le suivi du rapport crucial du Secrétaire général sur la prévention des conflits armés. Le Bangladesh continue de jouer un rôle actif en la matière à l'Assemblée générale.

Dans le domaine du développement et de la paix, le Bangladesh, en tant que membre du Groupe des 77, du Mouvement des pays non alignés et des pays les moins avancés, se tient aux côtés des nations africaines soeurs quant il s'agit d'aborder ces questions. Nous reconnaissons que les conflits entravent le développement et que de nombreux conflits africains prennent racine dans la pauvreté endémique, le sous-développement et dans une base de développement institutionnelle faible.

Le reconnaître nous amène à ce qui a été souligné à la troisième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés, qui s'est tenue l'année dernière. La Déclaration de Bruxelles et le Programme d'action en faveur des pays les moins avancés énoncent une série d'actions à mettre en oeuvre par la communauté internationale pour relever les défis socioéconomiques auxquels se heurtent les 49 pays les plus pauvres, dont 34 se trouvent en Afrique. La réalisation des engagements contenus dans le Programme d'action contribuera grandement à résoudre les problèmes de l'Afrique.

Alors que l'Afrique va de l'avant dans le règlement de ses propres problèmes, nous avons la responsabilité morale de tendre la main à l'Afrique et de coopérer avec elle. La tendance à la baisse des flux de ressources en direction de l'Afrique doit être inversée. Trouver une solution efficace au problème le plus redoutable de la dette de l'Afrique ne saurait attendre plus longtemps. Il faut avant tout reconstruire les économies africaines et assurer l'accès des exportations africaines aux marchés extérieurs à l'Afrique. Ce sont là quelques exemples de ce que l'on attend de nous. Je suis certain que la communauté internationale aidera l'Afrique.

Dans le cadre de la coopération Sud-Sud, des pays comme le Bangladesh s'efforceront d'apporter une contribution sérieuse à la reconstruction de l'Afrique car ils le peuvent. Au fil des années, le Bangladesh a fait plusieurs essais d'approches novatrices en matière de développement, en ayant notamment recours au microcrédit afin de trouver un remède à la misère, de rendre les femmes autonomes et de mettre en place des filets de protection sociale pour les personnes dans le besoin. Avec la participation des organisations non gouvernementales et de tous les acteurs de la société civile, nous avons pu renforcer nos institutions et mettre en place des programmes de grande envergure dans le secteur social. Nous sommes prêts à partager notre expérience dans tous ces domaines avec nos frères et nos soeurs africains.

Le NEPAD repose sur une nouvelle vision pour l'Afrique. S'attaquer au problème de la misère est manifestement un choix stratégique au premier rang des objectifs du NEPAD qui repose également sur la prise de conscience du fait qu'il est impossible de réaliser des progrès en matière de développement de l'Afrique sans l'émancipation sociale et économique d'une majorité de ses nations depuis longtemps livrées à elles-mêmes. Soyons déterminés à relever ce défi même.

Le Président (*parle en anglais*) : L'Assemblée va entendre une allocution de S. E. M. Allan Wagner Tizón, Ministre des affaires étrangères du Pérou.

M. Wagner Tizón (Pérou) (*parle en espagnol*) : Le Pérou est extrêmement heureux de participer à cette réunion très importante qui cherche à mobiliser l'appui de la communauté internationale en faveur de la paix, du progrès et du développement durable sur le continent africain. Notre présence ici met non seulement en évidence notre condition commune de pays en développement, mais aussi le fait que nous sommes héritiers de la richesse culturelle et humaine de ce continent. Depuis plus de quatre siècles la contribution africaine dans tous les domaines constitue un élément central de notre identité nationale.

Le Pérou salue la création de l'Union africaine et du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique. Il y voit des mesures concrètes, efficaces et audacieuses qui permettront aux pays africains de résoudre, de manière collective, sérieuse et responsable, les problèmes qui les affligent, à partir

d'une réflexion personnelle et d'un engagement commun.

Mon pays a joué un rôle dans l'appui international qui a été apporté à la lutte contre l'apartheid et en faveur de l'indépendance de la Namibie et a suivi de près les principaux événements qui se produisent sur le continent. Nous avons collaboré dans toute la mesure du possible aux efforts de l'Organisation des Nations Unies pour promouvoir la paix et le développement sur ce continent. Nous participons au Groupe de travail sur les causes des conflits et la promotion d'une paix et d'un développement durables en Afrique. À la dernière session du Conseil économique et social nous avons appuyé la création d'un groupe consultatif spécial pour les pays africains qui sortent d'un conflit.

Ces derniers mois, nous nous sommes félicités des résultats positifs enregistrés dans divers processus de consolidation de la paix sur le continent africain en raison d'une volonté politique réelle et du désir des gouvernements et du peuple africain de construire un avenir fondé sur le dialogue et la concertation. Mon pays s'enorgueillit d'avoir été et d'être toujours partie à ces efforts par le biais de sa participation aux opérations de maintien de la paix en République démocratique du Congo et en Éthiopie et Érythrée.

Mon pays souhaite tout particulièrement souligner l'engagement pris les dirigeants africains dans le NEPAD en ce qui concerne le renforcement de la démocratie et la promotion des droits de l'homme, y compris l'appel à la transparence et la responsabilité des dirigeants. Le Pérou reconnaît pleinement l'importance capitale de la démocratie dans laquelle il voit un droit des peuples et un lien direct avec le développement durable.

Ces principes sont consacrés dans la Charte démocratique interaméricaine, adoptée dans le cadre de l'Organisation des États américains. Le Président du Pérou, M. Alejandro Toledo, n'a pu participer à la présente réunion, comme il l'avait souhaité, car il se trouve à Washington pour précisément célébrer le premier anniversaire de l'adoption de ce document, qui est central pour les relations interaméricaines. Mon pays est prêt à collaborer avec les États et les organisations régionales africaines pour partager cette expérience importante, aussi bien au niveau de sa conception que de l'application positive de ses premiers résultats.

Le Pérou est également d'accord avec la vision du NEPAD qui privilégie la nécessité de renforcer et de revitaliser les secteurs sociaux que sont l'éducation et la santé – en particulier pour ce qui est du VIH/sida – et estime qu'il faut reconnaître le rôle central du secteur privé. Conscient de la nécessité d'investir dans l'avenir, mon pays soutient au niveau latino-américain une proposition qui a pour objectif la limitation effective et progressive des dépenses en matière de défense, de façon à réaffecter ces ressources aux dépenses sociales et au bien-être de la population. Il est évident que ces efforts demandent l'engagement concret des pays développés pour que ces initiatives puissent déboucher sur des résultats réels.

Enfin, je voudrais souligner que toute stratégie de développement durable, si bonne soit-elle, n'aboutira pas aux résultats et aux objectifs qu'elle poursuit sans un accroissement de l'aide publique au développement ou une ouverture des marchés des pays développés. Ces principes, que mon pays appuie pleinement, ont été réaffirmés et renforcés lors des derniers sommets internationaux de Monterrey et de Johannesburg. Nous espérons qu'ils se traduiront dans la réalité dans l'intérêt de tous les pays en développement, et surtout des pays les moins avancés d'Afrique.

Le Président (*parle en anglais*) : L'Assemblée va entendre une allocution de S. E. M. Yashwant Sinha, Ministre des affaires étrangères de l'Inde.

M. Sinha (Inde) (*parle en anglais*) : C'est pour moi un plaisir que de participer et que de représenter l'Inde à cette séance plénière de haut niveau de l'Assemblée générale sur le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique. Créer des partenariats entre les pays africains eux-mêmes et entre l'Afrique et le reste de la communauté internationale est l'un des principes mêmes du NEPAD.

Étant donné l'abondance de ses ressources naturelles et la capacité de ses populations d'être des agents du changement, l'Afrique détient elle-même la solution de ses problèmes de développement. Le processus de développement africain, toutefois, comme tout autre processus, a besoin de capital-risque. Le NEPAD fournit tous les éléments nécessaires pour un changement et, après l'avoir étudié en détail, nous concluons que cette entreprise promet d'être mutuellement avantageuse. Nous espérons que l'Afrique en tirera des avantages et que ces investissements auront des rendements multiples. Nous

pensons que le marché a toutes les raisons d'être optimiste vis-à-vis du NEPAD.

Dans le NEPAD, l'Afrique a accordé la priorité absolue à la démocratie. Comme l'Inde, l'Afrique considère la démocratie comme étant un impératif moral. La démocratie constitue la base d'une paix et d'une stabilité durables. Le développement économique a horreur des conflits et de l'instabilité. La démocratie, par conséquent, est une condition indispensable au progrès et à la prospérité. La démocratie, toutefois, n'a pas de solution toute prête pour procéder à un sauvetage économique. Le développement économique exige, en outre, des politiques économiques solides. Mais des politiques solides – les seules politiques en fait qui soient viables sur le plan économique ou politique – sont les politiques que le peuple choisit.

L'évaluation indépendante du Nouvel Ordre du jour des Nations Unies pour le développement de l'Afrique dans les années 90 a constaté que la libéralisation, la privatisation et les réformes commerciales mises en oeuvre par un grand nombre de pays africains au cours des années 90 ont permis d'améliorer leur situation macroéconomique. Toutefois, les programmes d'ajustement n'ont pas réussi à rétablir la croissance économique et ont eu un impact négatif sur les conditions sociales. Une dépendance absolue à l'égard de la libéralisation, de la privatisation et des réformes commerciales s'est avérée, dans un grand nombre de cas, contre-productive; le développement ne s'est donc pas accéléré et la pauvreté n'a pas été atténuée.

Dans le passé, l'Afrique s'est vu imposer des politiques de l'extérieur. La prise en main du NEPAD par l'Afrique n'est pas un simple principe que l'on doit approuver du bout des lèvres. La restriction de l'espace démocratique n'est pas simplement inacceptable d'un point de vue moral; elle est également contre-productive d'un point de vue économique et social et s'avère souvent catastrophique.

Selon nous, tel est le principal enseignement que la communauté internationale peut tirer de l'expérience du passé.

Nous sommes heureux de constater une augmentation significative du volume, de la qualité et de la portée de la coopération Sud-Sud entre l'Afrique et le reste du monde en développement. L'Inde a été particulièrement active en matière d'investissements et

grâce à diverses formes d'accords de coopération technique avec les pays africains. Une des raisons principales de ce succès est peut-être la pertinence et le caractère approprié de l'expérience de développement indienne vis-à-vis de l'Afrique.

La relation entre l'Inde et l'Afrique repose sur de solides fondements historiques et politiques. Notre objectif, au cours des 40 dernières années, a été aussi d'introduire un contenu économique substantiel dans cette relation. Ces dernières décennies, nous avons fourni plus de 2 milliards de dollars sous forme d'assistance technique aux pays du Sud. Plus de 1400 représentants des pays en développement, pour la plupart des pays d'Afrique, reçoivent chaque année une formation dans le cadre du Programme de coopération économique et technique de l'Inde. De plus, nous accueillons en permanence environ 10 000 étudiants africains dans notre pays. Nous sommes heureux, grâce à ce programme, de pouvoir contribuer au renforcement des capacités de l'Afrique.

Le commerce entre l'Inde et l'Afrique subsaharienne a augmenté de près de 300 % au cours des cinq dernières années. Nous sommes déterminés à maintenir et à augmenter ce taux de croissance. Le Ministère du commerce et de l'industrie de l'Inde a en conséquence lancé cette année un programme intitulé « Focus Africa ». Nous attachons une importance particulière à la promotion des liens noués dans le secteur privé, et nous avons lancé des programmes de formation pour les institutions du secteur privé.

En juillet de cette année, une conférence sur l'Inde et le NEPAD s'est tenue à New Delhi. Elle a rassemblé des représentants de l'industrie et des institutions financières indiennes et leurs partenaires d'Afrique. La conférence a abordé, entre autres, la question de l'amélioration de l'utilisation des lignes de crédit ouvertes par l'Inde au profit de nombreux pays d'Afrique. Nous nous sommes fixé pour objectif un total de 200 millions de dollars de crédit, devant être disponibles l'année prochaine.

L'Inde est prête pour le NEPAD.

M. Aguilar Zinser (Mexique), Vice-Président, assume la présidence.

Le Président par intérim (parle en espagnol) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution de S. E. M. Luvsangiin Erdenechuluun, Ministre des affaires étrangères de la Mongolie.

M. Erdenechuluun (Mongolie) (*parle en anglais*) : C'est pour moi un grand plaisir que de prendre la parole à cette réunion plénière de haut niveau de l'Assemblée générale, qui se penche sur la question urgente de savoir comment obtenir le soutien de tous à une nouvelle initiative extrêmement importante des dirigeants africains, le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique.

Comme on s'en souviendra peut-être, le Nouvel Ordre du jour des Nations Unies pour le développement de l'Afrique dans les années 90 avait été adopté par l'Assemblée générale en 1991. Le Nouvel Ordre du jour a fixé l'objectif d'un taux de croissance réel d'environ 6 % par an pour le produit national brut de l'Afrique. Toutefois, un taux de croissance d'environ 3 % a été enregistré au cours de la décennie, bien en deçà du taux de croissance nécessaire pour réaliser les objectifs de réduction de la pauvreté établis par la communauté internationale.

La baisse de l'aide publique au développement à l'Afrique et l'endettement sont cités parmi les raisons principales de cet état de fait. L'aide publique au développement pour l'Afrique, qui s'élevait à 28,62 milliards de dollars en 1990 est tombée à 16,38 milliards en 2000. La non-réalisation de cet objectif a été attribuée au fait que l'on avait trop compté sur certaines mesures et réformes commerciales, qui dans de nombreux cas se sont révélées contre-productives, et n'ont pas produit les résultats escomptés.

Parallèlement, dans les années 1990, les pays africains ont fait des progrès significatifs dans le processus de démocratisation. Des élections populaires ont été organisées dans de nombreux pays. La mise en place de systèmes de gouvernement démocratiques, l'état de droit, la liberté de la presse et les droits de l'homme ont été repris à leur compte par toute une génération de jeunes dirigeants africains.

L'Organisation de l'unité africaine avait alors, à son tour, pris l'initiative d'introduire des réformes démocratiques dans ses pays membres. Elle a également pris des mesures positives pour renforcer ses capacités en matière de prévention et de règlement des conflits.

Un des plus importants enseignements à tirer de la décennie écoulée est le lien inséparable entre la paix et la sécurité, et entre le développement économique et le progrès social. Il est maintenant généralement reconnu que garantir la paix et la tranquillité afin de

réaliser le progrès économique est la priorité absolue des pays africains, individuellement et collectivement, et que cette responsabilité leur incombe en premier lieu.

De nombreux conflits en Afrique demeurent sans solution, alors que d'autres, en sommeil à présent, pourraient éclater à tout moment. L'Afrique, qui a trop longtemps souffert des conflits armés, s'est à présent, avec l'aide de la communauté internationale, sérieusement engagée dans un processus de règlement de nombreux conflits dans plusieurs régions du continent, notamment dans la région des Grands Lacs. Ma délégation souhaite le meilleur succès à l'Afrique dans la réalisation de cette tâche difficile qui l'attend.

À cette nouvelle phase de la coopération internationale pour le développement de l'Afrique, les dirigeants africains, s'appuyant sur l'expérience passée, ont entrepris une révision complète de la philosophie du développement du continent. La Mongolie exprime en conséquence son ferme soutien à la création du NEPAD.

Le NEPAD constitue un modèle complet et une large vision du développement économique et social futur de l'Afrique. C'est une initiative conduite, maîtrisée et gérée par l'Afrique, comme il est décrit dans le projet de Déclaration des Nations Unies sur le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique, publié sous la cote A/57/L.2/Rev.1 et dont la Mongolie est coauteur.

Le NEPAD contient non seulement un vaste cadre de principes qui serviront de directives pour la planification et l'exécution au niveau des pays; il offre aussi un cadre général de principes pour la mise en place de saines politiques économiques et de gestion, ainsi que pour une gouvernance transparente, responsable et démocratique. C'est également un forum de dialogue entre les dirigeants politiques africains et le Groupe des huit, sur les questions liées au développement de l'Afrique, notamment celles d'une aide adéquate, de l'accès aux marchés et de l'allègement de la dette.

Ma délégation convient avec le Groupe de personnalités éminentes que le Secrétaire général, le Président de la Banque mondiale, le Directeur général de Fonds monétaire international et le Secrétaire général de l'Organisation de coopération et de développement économiques devraient en faire partie afin d'élargir ce dialogue.

Le NEPAD a été conçu par les Africains pour les Africains, en s'appuyant sur l'expérience de la décennie écoulée. Les pays africains se sont engagés à prendre des mesures efficaces pour sa mise en oeuvre. L'initiative a aussi reçu un vaste appui de la part de la communauté internationale.

Ma délégation est persuadée que cette importante initiative recevra le soutien généreux de la communauté des donateurs internationaux, et qu'elle réalisera les objectifs fixés pour la renaissance de l'Afrique. J'appelle donc tous les représentants à apporter leur précieux soutien au projet de Déclaration figurant dans le document A/57/L.2/Rev.1.

Le Président par intérim (*parle en espagnol*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution de S. E. M. Anil Kumarsingh Gayan, Ministre des affaires étrangères et de la coopération régionale de Maurice.

M. Gayan (Maurice) (*parle en anglais*) : Je souhaite tout d'abord remercier l'Assemblée générale de la tenue de la présente réunion plénière de haut niveau consacrée au Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique. Elle fournit à l'Afrique et à la communauté internationale la possibilité de donner corps au partenariat dont nous espérons tous qu'il mettra l'Afrique sur la voie du relèvement.

Le NEPAD, qui est une initiative économique de l'Union africaine, est un programme d'ensemble, qui concerne l'ensemble des États membres de l'Union – tant les continentaux que les États insulaires.

Le NEPAD est la vision des dirigeants africains en vue de régler les problèmes politiques, économiques, sociaux et écologiques que connaît le continent. Le NEPAD symbolise non seulement les espoirs et les idéaux des Africains et de leurs dirigeants, mais aussi leur détermination à avoir un nouveau modèle pour l'Afrique.

La Déclaration sur la bonne gouvernance politique, économique et des entreprises et le Mécanisme d'examen par des pairs en Afrique montrent que nous avons décidé de mettre un terme au statu quo en Afrique. Ils représentent un engagement solennel que nous ne faillirons point s'agissant de l'adhésion à ces normes. Nous reconnaissons toutefois qu'il est essentiel de faire vite et que nous n'avons plus de temps à perdre. Les défis que nous devons relever sont considérables, mais nous avons convenu d'être évalués et d'être jugés conformément aux résultats

obtenus par le NEPAD. La pauvreté à laquelle nous, et tout autre être humain dans le monde, nous heurtons, ne saurait continuer. Il faut agir maintenant. Demain, il sera peut-être trop tard.

Étant donné qu'il y a eu de nombreux plans de développement pour l'Afrique dans le passé, le NEPAD pourrait faire l'objet d'un certain cynisme et être considéré comme du déjà vu. Toutefois, nous estimons que le NEPAD n'est pas simplement un plan de plus; il s'agit d'un plan africain conçu par des Africains en vue d'aboutir à des objectifs raisonnables dans un calendrier donné. Nous sommes déterminés à donner tort aux cyniques et nous souhaitons nous associer au NEPAD afin qu'il atteigne les buts et les objectifs convenus au Sommet du Millénaire.

En tant que membre du Comité de l'application, Maurice estime que le succès du NEPAD dépend de l'implication de l'ensemble de la communauté internationale. La paix et la sécurité dans le monde ne pourront être réalisées que lorsque les enfants en Afrique pourront prétendre de façon réaliste à un futur meilleur. Nous exhortons la communauté internationale à encourager le NEPAD et à l'appuyer sans réserve afin de sauver l'Afrique.

Nous sommes cependant encouragés par certains faits survenus récemment. Le Consensus de Monterrey en ce qui concerne les ressources supplémentaires en matière d'aide publique au développement, l'appui au NEPAD et l'adoption d'un Programme d'action pour l'Afrique au Sommet du G-8 à Kananaskis, ainsi que les déclarations faites au Sommet mondial pour le développement durable concernant l'élimination de la pauvreté, sont des signes très positifs.

Nous avons pris note que l'examen et de l'évaluation finals du Nouvel Ordre du jour des Nations Unies pour le développement de l'Afrique dans les années 90 auront lieu à la présente session de l'Assemblée générale. Cela ne devrait pas signifier la fin de l'appui de l'Organisation des Nations Unies à l'Afrique. Le système des Nations Unies a l'autorité morale et politique pour accélérer le processus de création de partenariats pour le développement de l'Afrique. Un cadre de coordination à l'échelle du système des Nations Unies devra être élaboré afin d'améliorer l'efficacité de l'appui de l'ONU au NEPAD. Ceci pourrait être grandement facilité par le biais d'un centre de coordination des Nations Unies, à

la fois à New York et à la Commission économique pour l'Afrique, à Addis-Abeba.

La bonne gouvernance est essentielle au succès du NEPAD. Une bonne gouvernance politique et le respect de la primauté du droit et des droits de l'homme vont de pair avec la bonne gouvernance des entreprises. Étant donné que le rôle du secteur privé est fondamental à la mise en oeuvre du NEPAD, nous sommes convaincus que le secteur privé considérera le potentiel que représente l'Afrique et les potentialités dont regorge le continent du point de vue d'une association s'étendant sur des décennies plutôt que sur des mois ou des années.

L'Afrique est prête pour les affaires, et l'architecture du NEPAD est idéale pour attirer les investissements directs étrangers. Bien que nous soyons déterminés à faire du NEPAD un succès, nous exhortons les pays donateurs à être patients et à comprendre que changer les modes de gouvernance et de gestion du passé prendra du temps. Bien que nous ne reculions pas devant l'objectif, nous sommes conscients qu'il peut y avoir des accidents de parcours occasionnels. Mais cela ne doit pas être utilisé comme excuse pour infliger un châtiment collectif à l'Afrique.

Nous avons souscrit au principe d'être jugés à l'aune de nos déclarations et de nos initiatives. Nous assumerons pleinement nos responsabilités pour toute défaillance ou tout échec, car nous ne sommes que trop conscients que le moment de fournir une lueur d'espoir à des millions d'Africains est déjà passé. Lorsque le jour viendra où un sourire radieux illuminera le visage de chaque bébé africain, garçon ou fille, nous pourrons enfin dire que l'engagement que nous avons pris aujourd'hui a commencé à se matérialiser. Nous ne pouvons pas échouer, parce que nous ne pouvons pas nous permettre d'échouer.

Le Président par intérim (*parle en espagnol*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution de S. E. Mme Carolina Barco Isakson, Ministre des Affaires étrangères de la Colombie.

Mme Barco Isakson (Colombie) (*parle en espagnol*) : La délégation colombienne se félicite de la tenue de la présente séance plénière de l'Assemblée générale, qui fait partie intégrante du processus d'évaluation et d'orientation des efforts de l'ONU en faveur du développement de l'Afrique.

Les avantages de la paix, l'indépendance et le développement de l'Afrique sont un engagement d'ordre historique de notre Organisation. Rappelons-nous les succès de la décolonisation; la libération de l'Afrique du Sud du joug de l'apartheid; le Nouvel Ordre du jour des Nations Unies pour le développement de l'Afrique dans les années 90, et les missions de maintien de la paix sur le continent. Les initiatives des Nations Unies dans ces domaines représentent un patrimoine commun de tous les États Membres de l'Organisation dans lequel nous reconnaissons tous. Par conséquent, participer à ce débat est fondamental pour mon pays, car il lui permet de réaffirmer sa conviction que les Nations Unies doivent répondre aux besoins spécifiques de l'Afrique et qu'elles doivent oeuvrer afin que l'Afrique puisse s'intégrer au processus de la mondialisation, comme cela a été convenu par les chefs d'État dans la Déclaration du Millénaire.

Nous nous félicitons de la possibilité qui nous est offerte d'entendre la voix de l'Afrique dans cette enceinte, une voix qui s'adresse au reste du monde afin de lui présenter ses aspirations en matière de développement économique et social, de démocratie assortie d'une transparence dans la gestion des affaires publiques, de paix et de sécurité sur le continent. Tous ces principes sont consacrés dans l'Acte constitutif de l'Union africaine et dans le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique. Les éléments qui composent la stratégie du NEPAD sont des éléments à caractère exécutoire pour la Colombie et devraient l'être aussi pour l'Organisation des Nations Unies dans ses efforts pour combler le fossé séparant les pays du Nord et du Sud, et l'Afrique du reste du monde.

Mon pays reconnaît que le NEPAD représente la vision et les efforts des pays africains de gérer leur propre développement. Nous pensons que cela représente la meilleure voie permettant d'éliminer les effets négatifs de l'assistance extérieure. En bien ou en mal, il faut savoir que la renaissance africaine ne dépend pas de la simple volonté des dirigeants politiques et sociaux de l'Afrique. La communauté mondiale peut beaucoup contribuer en ressources humaines, techniques et financières. Nous souhaiterions en particulier évoquer la décision politique qui a été prise, à savoir un mécanisme qui permet aux membres du NEPAD eux-mêmes d'évaluer la mise en oeuvre des objectifs du programme – le Mécanisme d'évaluation intra-africaine – une mesure

originale, pleine de bonnes intentions et courageuse. L'ONU et les autres organisations internationales doivent répondre aux populations africaines en adoptant une démarche qui tienne compte de cette nouvelle réalité.

Nous estimons par conséquent qu'il est approprié que l'Assemblée générale ait décidé de consacrer à sa cinquante-septième session des séances spéciales consacrées à l'examen final du Nouvel Ordre du jour des Nations Unies pour le développement de l'Afrique dans les années 90 et, parallèlement, d'évaluer l'application des recommandations contenues dans le rapport de 1998 du Secrétaire général sur les causes des conflits et la promotion d'une paix et d'un développement durables en Afrique (A/52/871).

Je voudrais dire également qu'au cours des 20 mois où la Colombie a été membre non permanent du Conseil de sécurité, nous avons contribué à ce que l'ONU continue d'être attachée au règlement des nombreux conflits en cours sur le continent. Grâce à nos contacts avec les dirigeants africains et par le biais de notre participation à trois missions du Conseil de sécurité en Afrique, nous avons mieux compris les dilemmes de la paix et du développement auxquels sont confrontés les peuples africains. Il est donc manifeste que sans paix, il ne saurait y avoir ni développement, ni intégration au reste du monde, ni futur pour une société.

En cette occasion solennelle, la Colombie souhaiterait affirmer sa détermination à oeuvrer avec d'autres pays à l'ONU pour porter l'attention de l'Organisation et de la communauté internationale sur les aspirations énoncées par les peuples africains dans l'Acte constitutif de l'Union africaine et dans le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique.

Le Président par intérim (*parle en espagnol*) : L'Assemblée va entendre une allocution de S. E. M. Mikhail Kvostov, Ministre des affaires étrangères de la République du Bélarus.

M. Khvostov (Bélarus) (*parle en russe*) : Dans le monde interdépendant d'aujourd'hui, aucun membre de la communauté internationale ne peut rester indifférent aux problèmes auxquels sont confrontés des continents entiers. La République du Bélarus appuie pleinement les efforts de l'ONU en vue d'aider l'Afrique au moment où ce continent s'efforce de se défaire du poids de la pauvreté, des conflits et du sous-

développement hérités de l'époque du colonialisme et de l'affrontement politique mondial.

Le Bélarus se félicite du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique, initiative élaborée par les États africains eux-mêmes. Le fait que la communauté internationale ait répondu de manière positive à cette initiative et fournisse une aide pratique en vue de sa mise en oeuvre permet d'espérer que ce continent se transformera en une région dynamique où l'affrontement entre les Puissances et les blocs sera remplacé par une coopération étroite entre tous les États Membres de l'Organisation des Nations Unies dans l'intérêt des nations africaines.

Un regard rétrospectif sur l'histoire fait clairement ressortir que le récent affrontement idéologique mondial a eu pour effet de détourner des fonds des besoins en matière de développement. Quand cet affrontement s'est terminé, un certain nombre de jeunes États ont dû réévaluer leur rôle et leur place dans le système actuel des relations internationales. Les stéréotypes de la guerre froide ayant disparu, nous disposons aujourd'hui d'un modèle plus actif de relations aux fins d'une coopération globale avec les États africains. Le partenariat avec l'Afrique est d'une grande importance pour le Bélarus. Nous comptons sur la réciprocité de la part de nos partenaires africains dans nos efforts pour développer la coopération avec l'Afrique.

Au cours de ces dernières années, le Bélarus a intensifié sa coopération avec les pays de la région, étant devenu un membre à part entière du Mouvement des pays non alignés. Cette coopération est mutuellement bénéfique et vise, avant toute chose, à résoudre les problèmes les plus pressants de l'Afrique.

Mon pays partage pleinement les objectifs centraux du NEPAD tendant à réaliser la restauration et le renouveau économiques des pays africains, à faire avancer leurs systèmes de gouvernement, à renforcer la paix et la sécurité sur le continent, à y améliorer l'infrastructure économique et à y créer les conditions propices au développement durable.

La création du NEPAD, qui a coïncidé avec la transformation de l'Organisation de l'unité africaine en l'Union africaine, atteste du sérieux des aspirations des États africains à occuper dignement leur place dans l'ordre mondial moderne qui est grandement influencé par la mondialisation.

Le Bélarus n'est pas encore un État donateur, mais nous avons mis en place un régime commercial préférentiel. Nous espérons apporter une contribution substantielle au renouveau de l'Afrique. Nous sommes prêts à coopérer, dans le cadre du NEPAD, avec les pays africains intéressés dans les domaines des soins de santé, de l'éducation, de l'agriculture et de l'industrie, ainsi que pour mettre en place et moderniser leur infrastructure. Le Bélarus peut offrir les services de ses experts, qui ont une grande expérience dans le domaine de l'ingénierie électrique, du génie civil et des ponts et chaussées, de l'agriculture et des soins de santé. Le Bélarus a beaucoup d'expérience en matière d'irrigation et de levés géologiques. C'est pourquoi le Bélarus est prêt à examiner les modalités de sa participation pratique à des projets précis dans le cadre du NEPAD, ainsi que la manière et les moyens de financer la participation bélarussienne.

Dans le cadre du NEPAD, le Bélarus est disposé à offrir aux États africains une vaste gamme de produits de la technologie de pointe. Nos industries produisent des biens fiables et durables de bonne qualité et d'un prix raisonnable, biens qui pourraient satisfaire les besoins de base du marché africain.

Le Bélarus est prêt à élargir sa coopération dans le domaine de la science et de la technologie, un domaine dans lequel mon pays travaille sur un certain nombre de projets de recherche novateurs de pointe, ainsi que sur des projets de développement. Nous sommes prêts à conclure des contrats avec les organisations et entreprises intéressées des pays africains dans les domaines de la biotechnologie, de la technologie et du matériel agricoles, de l'irrigation, de la fiabilité et de la durabilité des machines, entre autres choses. Nos centres et institutions scientifiques pourraient mener à bien, sur une base contractuelle, des projets concrets de recherche et de développement dans des sphères intéressant nos clients.

Nous sommes intéressés par la coopération en matière de santé, tout particulièrement en ce qui concerne les problèmes importants relatifs au VIH/sida qui ont atteint des proportions catastrophiques dans nombre de nations africaines. Nous sommes prêts à mettre sur pied des opérations conjointes sur notre territoire national et dans les pays africains, et à travailler avec eux dans des pays tiers.

Dans le secteur agricole, un de nos intérêts mutuels pourrait être l'introduction de technologies de pointe dans le domaine de l'élevage de bétail et de volailles, de l'irrigation et de l'outillage agricole.

Dans le cadre de l'ONU, le Bélarus, en tant que Membre de l'Organisation, ne cessera de préconiser la poursuite des efforts non restreints de l'Organisation en faveur du renouveau de l'Afrique. Le Bélarus continuera de participer à la promotion et à l'adoption de programmes et projets de l'ONU visant à remédier aux problèmes économiques et humanitaires de l'Afrique.

Le Président par intérim (parle en espagnol) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution de S. E. M. Youssouf Ouédraogo, Ministre des affaires étrangères du Burkina Faso.

M. Ouédraogo (Burkina Faso) : C'est un grand plaisir pour moi, au nom du Burkina Faso, de prendre la parole à l'occasion de cette réunion spéciale de haut niveau consacrée au Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique. Le NEPAD, faut-il le rappeler, est né de la volonté politique des dirigeants africains d'assurer à la nouvelle Afrique en pleine renaissance démocratique l'amorce et la réalisation d'un développement durable au profit des peuples africains. Avec le NEPAD, c'est donc une Afrique plus regardante sur les questions de bonne gouvernance et de droits de l'homme, qui est décidée à prendre en main les rênes de sa destinée, à travers la définition et la mise en place de nouvelles responsabilités et de nouvelles solidarités, dans le cadre de ses relations avec le reste du monde. Le Mécanisme d'examen par des pairs en est la meilleure illustration.

Le décollage de l'Afrique passe par une action collective, concertée et coordonnée. Pour ce faire, la mise en oeuvre du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique nécessite, au-delà de la contribution de toutes les forces vives du continent, la mobilisation de ses partenaires extérieurs. Et c'est dans cette optique qu'il convient de saluer la tenue de la présente plénière, de même qu'il faut saluer l'écho favorable qu'a eu le NEPAD au niveau des grands fora internationaux, notamment lors des réunions du G-8, de la Conférence de Monterrey et du Sommet de Johannesburg.

La présente plénière est la manifestation concrète du soutien de l'ONU au Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique. C'est le lieu donc

d'identifier de nouvelles voies de coopération concrète, non seulement avec le système multilatéral des Nations Unies, mais aussi avec d'autres partenaires du Nord et du Sud, avec lesquels existent encore de vastes potentiels d'échanges, d'investissements et de coopération multiforme non encore explorés, et qui sont nécessaires à la mise en oeuvre du NEPAD.

Le Burkina Faso pour sa part, a très tôt engagé le processus d'appropriation du NEPAD à travers la mise en place d'une cellule pluridisciplinaire et multisectorielle d'étude et de suivi du NEPAD. En outre, il vient de soutenir l'organisation, sous l'égide de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), du premier forum régional ouest-africain de soutien du secteur privé au NEPAD, du 11 au 13 septembre 2002 à Ouagadougou. Cette rencontre a réuni plus de 400 participants venus de l'ensemble des États membres de la CEDEAO, mais aussi de certains pays d'Afrique centrale et d'autres continents.

Qu'il me soit permis de saisir cette occasion pour réaffirmer l'engagement constant du Burkina Faso en

faveur d'un développement intégré et harmonieux du continent africain, dans un environnement de paix, de justice sociale et de partage équitable des fruits de l'évolution technologique et du progrès économique mondial.

Le Burkina Faso lance un appel pressant à la communauté internationale, et notamment à l'Organisation des Nations Unies, pour que le NEPAD soit accepté au plan mondial comme étant la nouvelle stratégie de développement en faveur de l'Afrique et pour que, par cet instrument, les partenaires de développement aient désormais des repères précis pour tenir leurs engagements vis-à-vis du continent.

Pour terminer, enfin, je formule le voeu que des présentes discussions jaillissent des propositions concrètes à même de donner au NEPAD des chances de réel succès.

La séance est levée à 13 h 35.